

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
JEUDI 29 JANVIER 1970
N° 439, 1,50 F.



**violence
policière
et
marchands
de
canons**

Sommaire

Luttes ouvrières

7. A propos d'une prime d'efficacité
Michel Camouis
20. A Froges, la lutte commence à la base.
Jean-Yves Romo

Luttes internationales

15. L'essoufflement de la social-démocratie suédoise.
Pierre Gautier
16. Pour la libération des prisonniers politiques mexicains.
Daniel Jacoby

Vie économique

6. L'agriculture selon Pétain
Christian Leucate

Vie culturelle

17. Des surprises dans la grisaille
Gilbert Hercet
18. Piège à bourgeois ou opéra sans piège ?
Dominiques Nores

Vie militante

14. Hommage à Tanguy-Prigent.

Politique intérieure

4. Le grand tournant de Roger Garaudy
Jean Verger
5. Le P.C.F. entre la renouvellement et la normalisation
J.-M. Vincent
9. Ce n'est pas Clochemerle mais Main basse sur la ville.
François Borella
12. Nancy - capitale = Nancy - capitaux.
Pierre Belleville
M.-Cl. Vayssade

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Bhakti

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Rappel des numéros disponibles :

- 4-5 - La crise du système monétaire international.
- 6 - Le sens de la crise tchécoslovaque.
- 7 - L'échelle mobile des salaires.
- 8-9 - Histoire du P.S.U.

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »
54, boulevard Garibaldi, Paris XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal. C.C.P. T.S. 58.26.65
Paris.

tribune
socialiste

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction
Jean-Louis Auduc, Henri Boley, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Maquette
Claude Picart

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Le présent numéro est tiré
37.000 exemplaires.

Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)
Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F
C.C.P. 58 26 65

REGIE PUBLICITAIRE
M.S.B. Conseil
28, rue des Petites-Ecuries
PARIS-10^e - Tél.: 824-67-85 87

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande
à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

VIENT DE PARAITRE

ANDRÉ BARJONET

**LE PARTI
COMMUNISTE
FRANÇAIS**

LES EDITIONS JOHN DIDIER

236 pages

Prix de souscription 15 F
Prix public 16,50 F

Membre des Jeunesses Communistes dès 1939, résistant de la première heure. Membre du P.C.F. depuis 1944, collaborateur de Roger Garaudy à l'Encyclopédie de la renaissance française, puis au Centre d'Etudes et de Recherches Marxistes, un des premiers fondateurs d'« Economie et Politique ».

André Barjonet démissionna du P.C.F. en 1968 en même temps qu'il résiliait ses fonctions de Secrétaire au Centre d'Etudes Economiques et Sociales de la C.G.T. et qu'il adhéra au PARTI SOCIALISTE UNIFIE.

A la table des matières

1^{re} partie

- I. — Le PCF, la nation et la patrie.
- II. — Quel marxisme ?
- III. — Le PCF et la « démocratie ».
- IV. — Le PCF et le socialisme.
- V. — La dictature du prolétariat et les voies de passage au socialisme.

2^e partie

- I. — Le « centralisme démocratique ».
- II. — Les organisations annexes ou influencées.
- III. — Le presse communiste et l'éducation.

3^e partie

- I. — Le PCF et les intellectuels.
- II. — Les communistes, le langage et la morale.
- III. — Les problèmes de la jeunesse.
- IV. — Le PCF et les questions internationales.
- V. — Les événements récents et l'échec de Waldeck-Rochet.

Bon de commande

à envoyer à TRIBUNE SOCIALISTE, 54, bd Garibaldi, Paris (15^e) - C.C.P. Paris 58 26 65
Veuillez expédier, franco de port, dès parution du livre « Le Parti Communiste Français » à l'adresse ci-dessous :

..... ex. du livre
Ci-joint un chèque de
M
Adresse

La politique et la morale

Manuel Bridier

Il pleut, ces jours-ci, sur les grands journaux, des déluges de philosophie. S'ils n'ont pas encore publié leurs comptes (ou la liste des actionnaires) ils n'en consacrent pas moins leurs éditoriaux à de grands problèmes inattendus, comme les rapports de la politique et de la morale, de la fin et de ses moyens.

Cette manière de poser les questions a fait des ravages et elle en fait tous les jours. A Lille, elle a tué deux adolescents dont le courage méritait un meilleur emploi. C'est aussi l'un des objets de la mystification moraliste que de rendre le courage inoffensif, pour la société en place, en le détournant de son but.

La violence, l'impureté ne sont pas des fatalités métaphysiques. Elles sont la conséquence de l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est être avec l'opresseur que de mettre sur le même plan la violence du maître et celle de l'esclave. C'est être complices de la confusion que de voir dans l'histoire des hommes un guignol sanglant, une confusion dérisoire.

On ne « fait pas de politique », c'est-à-dire qu'on ne montre pas le sens de l'histoire, qu'on la réduit en effet à ce chaos shakespearien devant quoi on ne peut choisir qu'entre plusieurs fuites, de la résignation au suicide, selon son courage et ses exigences.

On décrit une société, mais on en efface la lutte des classes, comme on escamote les « parties honteuses » dans les planches d'anatomie. Dans les deux cas, le seul antidote est l'éducation, la formation scientifique. Mais la société bourgeoise peut enseigner à l'extrême rigueur comment on fait les enfants : il ne faut pas compter sur elle pour montrer comme on les exploite. C'est la responsabilité des militants socialistes que d'être des éducateurs, que de montrer le sens des batailles, en s'efforçant d'y donner une explication rationnelle, à la lumière de l'analyse objective, à la lumière du marxisme.

**

La guerre civile au Nigeria nous en fournit un exemple. Certains camarades se sont indignés de notre position « anti-biafraise ». Certains l'on jugée contradictoire avec des

positions précédentes sur le tribalisme, sur le droit des minorités et même, précisément, sur le droit à l'autodétermination des Ibos.

Si l'on se borne à accumuler des sensations, à compter des morts et des atrocités de part et d'autre, il n'y a aucun moyen de surmonter cette contradiction réelle, parce que les choses n'ont aucun sens.

Mais qu'on se demande quelles conséquences aurait pu avoir une sécession victorieuse. Qu'on examine les avantages de multiples États non viables pour les exploités impérialistes. Qu'on apprécie les contradictions principales, les oppositions de classe, à l'intérieur de la société nigérienne elle-même et le véritable intérêt du peuple ibo apparaît dans une autre optique. Il n'est pas de faire le jeu des impérialistes mais de rechercher dans la fédération les conditions de sa sécurité, de combattre avec les forces progressistes négerianes, ses véritables adversaires, la bourgeoisie néo-coloniale et les féodaux, d'abandonner une lutte confuse pour la bataille essentielle.

*

**

Ce n'est pas tout à fait par hasard que les passions ont mêlé ce problème du Biafra et celui de la Palestine.

Au Moyen-Orient, plus que partout ailleurs, les jugements moraux sont le camouflage des positions politiques — ou de leur absence. Les livraisons d'armes à la Lybie républicaine soulèvent l'indignation mais il est normal d'en fournir non seulement à Israël mais à ses ennemis, à condition qu'ils ne menacent pas les intérêts capitalistes, comme la Lybie royaliste d'hier ou le royaume saoudien d'aujourd'hui.

Ces déversements de moralité sélective n'ont qu'un but : masquer les véritables problèmes. Ne pas parler de la mainmise croissante du capitalisme sur l'économie israélienne, son caractère néo-colonial croissant avec la tentative d'intégration économique des territoires occupés. Ne pas dénoncer l'extraordinaire manifestation de racisme du président Nixon qui s'adresse aux organisations juives américaines pour annoncer un envoi d'armes en Israël. Ne rien dire non plus des conflits de classe dans les pays arabes.

Une analyse de classe montrerait au contraire, par là la complexité des affrontements, les véritables positions objectives de chacun. Il ne s'agit nullement d'idéaliser la résistance palestinienne mais de constater qu'elle constitue un ferment révolutionnaire qui menace les intérêts de l'impérialisme, de la bourgeoisie capitaliste et du féodalisme dans cette zone, comme l'ont montré les événements de Lybie, du Soudan et du Yémen.

Alors il apparaît que la ligne politique la plus juste ne passe pas par le *statu-quo*, par la division de la Palestine, fut-ce par la négociation entre le mouvement palestinien et la bourgeoisie israélienne, mais par l'alliance des avant-gardes révolutionnaires juives et arabes pour une Palestine socialiste.

*

**

C'est dans les mêmes termes que nous pouvons juger la politique internationale de la France. Il est aussi ridicule de parler de cynisme que de morale. La politique française est une politique impérialiste. Quand Pompidou vend des armes à la Lybie c'est d'abord pour faire des affaires, pour s'assurer de nouvelles ressources pétrolières, pour éviter un soutien de la Libye à l'insurrection tchadienne.

Ces contradictions ne sont pas les nôtres. Nous sommes solidaires du peuple tchadien contre l'impérialisme français comme nous le sommes du peuple libyen qui peut être menacé demain.

Il en va de même pour les relations entre la France et les États-Unis. L'actualité superficielle met en lumière les conflits et dramatise à plaisir les tensions à la veille du voyage de Pompidou à Washington. Ces contradictions sont réelles. L'impérialisme français reste encore, dans quelques régions du monde, concurrent de l'impérialisme américain. Mais il ne peut pas mener la lutte sur tous les fronts. Sa bataille intérieure exige une alliance au fond avec l'impérialisme américain.

Là encore, une analyse objective nous détourne des simplifications dramatisées pour dégager les contradictions principales : l'unité fondamentale de la lutte anti-impérialiste dans le monde entier.

Le grand tournant de Roger Garaudy

Jean Verger

La dernière ligne du récent livre de Roger Garaudy (« le Grand Tournant du socialisme », N.R.F., collection Idées actuelles) est particulièrement révélatrice du déchirement d'un dirigeant du P.C.F., intellectuel par surcroît, en rupture de ban avec l'idéologie et la tactique officielles de son parti : « Il n'est plus possible de se taire » point final ! Elle est tragique cette petite phrase ! Elle est grosse d'années de silences (complices), de déchirements, de honte. Et puis il y a eu Mai 68, et pour Garaudy, surtout, la Tchécoslovaquie... Cette petite goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Face au stalinisme

Alors il faut s'exprimer, expliquer, comprendre, et essayer de faire comprendre à ses camarades d'un parti que l'on croit être toujours le fer de lance de la révolution socialiste en France. Le livre de Garaudy, c'est une remise en question explosive, si on le replace dans son contexte (la bataille à livrer au sein des sphères dirigeantes du P.C.F. - bataille sans espoir), insatisfaisante, confuse, parfois grossière, quelquefois pertinente, si on le replace au niveau de la littérature marxiste moderne.

Malgré la volonté de tout dire, annoncée en préface, chaque phrase a été passée au peigne fin de l'autocensure. Il s'agit de tout dire, sans donner trop de motifs d'exclusion ou d'accusations d'hérésie : le chapitre III consacre 80 pages aux conditions historiques qui ont abouti au régime bureaucratique stalinien, mais le nom de Trotsky et l'existence des oppositions de gauche n'y sont pas mentionnés une seule fois. Le drame soviétique part de 1929, c'est-à-dire de la collectivisation et de l'industrialisation forcées. La critique de la collectivisation forcée est fort juste, mais finalement l'industrialisation de type stalinien y est jugée d'après ses résultats somme toute satisfaisants : en somme, malgré ses crimes, le stalinisme a eu au moins le mérite d'assurer « l'accumulation primitive » dans un pays économiquement arriéré.

Les méthodes bureaucratiques firent le jeu des ennemis du socialisme en leur donnant une « base de masse ». Ainsi, pour « empêcher la restauration du fascisme au cœur de l'Europe, il n'y eut plus

d'autre recours — rendu nécessaire par les erreurs antérieures — que celui d'une intervention militaire soviétique à Budapest ».

Il faudra que Garaudy explique un jour clairement quelles étaient les bases objectives du fascisme en Hongrie en 1956, ou bien alors de quelle nature est un régime social (le régime bureaucratique de Rakosi) capable de sécréter ainsi les conditions objectives du fascisme.

En faisant cette concession à l'orthodoxie officielle, sa protestation contre l'écrasement du printemps de Prague, si juste soit-elle, perd de son efficacité. Le courage c'est de dire la vérité, si amère soit-elle.

En ce qui concerne l'échec de la révolution chinoise de 1927, Garaudy en voit la cause dans l'erreur de Staline, qui, en bon disciple de Marx et de Lénine, voyait dans le prolétariat la force vive et révolutionnaire et par conséquent s'était appuyé sur les villes ouvrières (Canton et Changhaï) plus vulnérables aux attaques de la réaction, au lieu de s'appuyer, comme le fit judicieusement Mao, en 1929, sur la paysannerie. L'ennui de cette analyse puérile et grossière, c'est que Staline fit délibérément écraser le mouvement ouvrier révolutionnaire chinois par sa politique d'alliance avec le Kuo-Min-Tang de Tchang Kaï-chek, en 1927 et qu'après le désastre et les massacres de Canton et de Changhaï, la marche fut longue : il fallut vingt ans au peuple chinois pour trouver la victoire.

La critique du P.C.F.

Il reste encore beaucoup à faire au camarade Garaudy pour comprendre les véritables racines historiques du stalinisme. Ne lui jetons pas trop la pierre ; il a déjà fait un bon bout de chemin : la survie du socialisme en U.R.S.S. est conditionnée par l'éviction de la clique bureaucratique dirigeante. « Il est vrai que la structure même du régime ne permet aucune correction, aucun changement d'orientation politique par une voie normale, démocratique, mais seulement par voie d'explosion ou de révolution de palais. » L'éventualité d'une révolution antibureaucratique en U.R.S.S. est ainsi esquissée quant à l'analyse de la pratique des différents partis com-

munistes dans le monde. Garaudy, sans s'étendre le moins du monde sur le rôle de courroies de transmission qu'ils ont joué pour Staline dans sa politique internationale, sur le manque de rôle (ceci est un euphémisme) qu'ils jouent aujourd'hui dans les pays où ils représentent encore une force, n'en affirme pas moins que les plus puissants d'entre eux constituent la force décisive susceptible de mener à bien la tâche du socialisme. A commencer bien entendu par le parti communiste français. En effet, à part le P.C.F. et dans une certaine mesure le parti socialiste, il n'existe rien d'autre à gauche. Bien sûr, il faut que les dirigeants actuels du P.C.F. s'amendent, reconnaissent le bien-fondé des analyses de Garaudy sur les nouveaux rapports de classes (nous en parlerons plus loin), qu'ils acceptent de jouer le véritable jeu du centralisme démocratique (en faisant du P.C.F. un parti où la démocratie léniniste retrouve ses droits) et qu'ils fassent la critique complète (comme Garaudy) du stalinisme et du néo-stalinisme de Brejnev et consorts.

Alors, les conditions de création du « bloc historique » (la classe ouvrière au sens large, le P.C.F., la S.F.I.O., les mouvements de masse, les syndicats, etc.), seront créées, qui ouvriront les voies de la victoire. Disons, en schématisant, que ce « bloc historique » ressemble un peu à l'orientation dite de front socialiste qui était celle du P.S.U. jusqu'en 1967.

Mai 68

Passons aux événements de Mai. Ils sont vus essentiellement sous l'angle de la grève générale. Garaudy ne sous-estime pas l'importance de cette grève (en mettant sous la table la situation révolutionnaire du moment et les forces qui déclenchèrent le mouvement) ; il en tire même une conclusion intéressante, à savoir que la tactique des prochaines luttes pour le socialisme en France passera du plan parlementaire au plan économique.

Les fonctions économiques de l'Etat bourgeois français l'emportent sur ses fonctions politiques : Garaudy définit la notion de grève nationale (c'est-à-dire de grève de l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels plus la petite-bourgeoisie). Mai 1968 n'a pas

été « une grève nationale, mais le premier indice de sa possibilité ». La voie pacifique vers le socialisme n'est donc pas parlementaire, elle est à la fois économique, politique, culturelle. Mais sur le problème de la violence, sur celui de l'appareil d'Etat, sur les fonctions répressives de l'Etat, pas un mot. La critique de la direction du P.C.F. ne peut se faire sur mai 68 : c'est un terrain trop mouvant, et Garaudy n'a surtout pas l'intention de se faire passer pour gauchiste.

Et pourtant, il existe dans « le Grand Tournant du socialisme » les prémisses ambiguës d'une analyse des nouveaux rapports de classes qui permettraient à Garaudy d'expliquer pourquoi, en mai 68, l'avant-garde révolutionnaire a été représentée par le mouvement étudiant, faisant sa jonction avec la jeunesse ouvrière et les techniciens. Cette analyse est celle d'une définition de la classe ouvrière faisant voler en éclats la distinction traditionnelle entre travail manuel et intellectuel.

L'irruption des travailleurs intellectuels et de la jeunesse scolarisée dans la lutte révolutionnaire est en effet la conséquence des nouveaux aspects du développement du progrès technique.

Par contre, la caractérisation de la jeunesse étudiante, comme irrémédiablement petite-bourgeoise, avec tous les sarcasmes que cela comportait de la part du P.C.F., réglait une fois pour toutes son compte aux événements de Mai.

Le prochain congrès du P.C.F. montrera à Garaudy qu'il ne sert à rien de ruser. Il est très gênant d'avoir le cul entre deux chaises : il n'y a qu'une manière de critiquer les thèses du P.C.F. sur la voie parlementaire et la démocratie avancée, c'est d'appeler un chat un chat et la révolution socialiste la révolution socialiste. Il faut aussi, pour cela, dénoncer l'opportunisme passé du P.C.F. Il faut remonter bien loin, très loin pour cela : jusqu'à Staline. Cela n'est pas facile quand on s'est tu pendant longtemps. Avec « le Grand Tournant du socialisme », Garaudy a franchi un premier pas. Le chemin qu'il a à parcourir est encore long et les voies de traverse ne manquent pas : nous espérons pour lui que son « tournant » l'amènera à gauche... de la direction actuelle du P.C.F. □

Le P C F entre le renouvellement et la normalisation

Jean-Marie Vincent

Comme l'a laissé entendre François Billoux devant la fédération communiste des Bouches-du-Rhône, les thèses préparatoires présentées par le comité central du P.C.F. seront certainement adoptées après avoir été amendées par le 19^e congrès au début du mois de février. Cela ne veut pas dire pour autant que la discussion aura été inintéressante. On a l'impression au contraire que les différentes contributions publiées dans « l'Humanité » ou dans « France Nouvelle » traduisent pour la première fois depuis longtemps des différences, pour ne pas dire des divergences notables au sein du parti communiste.

Il y a, bien sûr, toute la discussion autour des questions posées par Roger Garaudy. Tout en affirmant son accord avec l'orientation générale de son parti, celui-ci s'est en effet efforcé de lui donner un habillage et des justifications idéologiques très éloignées de ce qui était jusqu'ici communément accepté par les communistes. Un peu comme autrefois Bernstein face à Kautsky et à Bebel, il demande que le parti mette sa théorie au diapason de sa pratique en se donnant l'allure d'un grand parti des travailleurs, conséquent dans sa volonté réformatrice, mais peu préoccupé des problèmes de la lutte révolutionnaire. Mêlant critiques de droite et critiques de gauche à la direction communiste en place, il ne propose ni plus ni moins qu'une redéfinition complète des rapports entre la base et le sommet, entre le parti et l'extérieur, entre la classe ouvrière et les organisations communistes. Aussi ne peut-on s'étonner de la violence des réactions, de la sévérité des attaques qui se sont abattues sur lui. A moins d'avoir un goût prononcé pour le suicide le groupe dirigeant du parti, aussi disposé soit-il à une

politique prudente et de teinture réformiste, ne peut tolérer de voir mises en cause les assises de son pouvoir et de sa stabilité.

Mais, fait nouveau, cette chasse à l'hérétique n'a pas donné lieu jusqu'à présent aux mesures répressives autrefois employées contre un Marty ou un Casanova. On peut attribuer cette relative mansuétude à une évolution des dirigeants communistes eux-mêmes sous l'impact des années que vient de vivre le mouvement communiste international, mais plus profondément on ne se trompe sans doute pas en l'attribuant à un besoin de débattre diffus dans tout le parti. Il y a eu trop d'événements (de Mai 68 à la Tchécoslovaquie) et trop d'interrogations et de doutes face aux réponses ou aux silences du parti pour que les thèses très ternes de la direction suffisent à rassurer. Effectivement, les tribunes de discussion expriment des préoccupations nombreuses qui ne vont d'ailleurs pas forcément dans le sens de Roger Garaudy.

Comme « T.S. » l'avait déjà signalé, l'appréciation de Mai 68, deux ans après, fait toujours problème, même si personne ne propose de revenir sur l'attitude adoptée alors. Mais cette discussion prend tout son sens lorsqu'on s'aperçoit que plusieurs intervenants donnent au thème de la « démocratie avancée » une interprétation peu « orthodoxe » qui va jusqu'à en faire le début de la construction du socialisme après la prise révolutionnaire du pouvoir (le fameux bond qualitatif !). Il ne s'agit certes pas d'affirmer que ceux qui écrivent de telles lignes sont du même avis que les militants du P.S.U.

Il suffit de remarquer que sur les perspectives d'avenir et sur la stratégie certains militants communistes estiment que tout n'a pas été réglé, que tout n'a pas été éclairci.

L'analyse de la période présente (de la signification du passage du général de Gaulle à Pompidou) largement escamotée dans les thèses fait également l'objet de confrontations significatives. Y a-t-il ou non une nouvelle phase dans le capitalisme monopoliste qui explique les changements qui se sont opérés et qui s'opèrent au niveau

politique ? Quelles sont les modifications du rapport des forces entre les classes ? Autant de questions auxquelles il est, de fait, nécessaire de répondre pour bien comprendre ce qui se passe. Dans le même ordre d'idées, plusieurs tribunes s'intéressent aux transformations de la situation de la classe ouvrière aux nouvelles conditions de son activité sans tomber dans les simplifications rapides de Roger Garaudy sur le nouveau « bloc historique » (ouvriers, intellectuels, techniciens).

L'état des forces politiques dites de gauche fait également l'objet d'examen assez attentifs (de la social-démocratie aux catholiques, des syndicats au P.S.U.). On ne peut pas dire qu'il en résulte des positions claires ou convaincantes, mais l'image que les intervenants se font des organisations extérieures apparaît plus complexe, moins manichéenne (tout en noir ou tout en blanc).

Il commence à en être de même pour l'image du P.C.F. lui-même. Au rappel par les dirigeants de la conception sacralisée du « centralisme démocratique », des audacieux opposent la nécessité permanente de la discussion, le droit pour les courants de s'exprimer et de conserver leurs positions du moment qu'ils observent la discipline vis-à-vis de l'extérieur.

Cela se relie, logiquement, à des interrogations sur le mouvement communiste international et sur les rapports avec le P.C. de l'Union soviétique. Plusieurs intervenants n'admettent pas les demi-teintes de leur direction, la condamnation de l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie du bout des lèvres et en même temps l'acceptation de la « normalisation » à la Husak. Ou bien ils demandent l'annulation de la condamnation, ou bien ils exigent une analyse critique du passé du mouvement communiste.

Il y a évidemment des points peu ou pas traités du tout. La Chine, le « gauchisme » (mis à part des dénonciations) sont absents ou presque du débat. Plus généralement les problèmes concrets d'une stratégie révolutionnaire ne sont pas abordés ; il n'y a à peu près rien sur la signification des luttes ouvrières et paysannes les plus récentes.

Ne nous en étonnons pas de trop. Sous le coup des circonstances le P.C.F. s'ouvre à la discussion, mais il n'en est pas encore au stade de l'élaboration collective, du débat assumé consciemment. Entre la « normalisation » que lui suggèrent les Soviétiques et la voie difficile des réexamens, de la mise en question, il n'a pas choisi. □

TRIBUNE SOCIALISTE

Abonnements

6 mois 22 F

1 an 43 F

Soutien à partir de 80 F

54, boulevard Garibaldi - Paris (15^e)
C.C.P. Paris 58.26.65

L'ETAT
la vie quotidienne
à Buchenwald
collection de poche
"Politique"
dirigée par
Jacques Julliard
384 pages
7,50 F
SEUIL

VI^e Plan : l'agriculture selon Pétain

Christian Leucate

Les tracteurs ont barré les routes et les paysans envahi les préfectures bien avant que la colère de Mai ne levât ses barricades et n'occupât usines et facultés : les héritiers du gaullisme ne sauraient oublier que la paysannerie fut la première de ses clientèles à se dérober. Mais on voit mal comment ils pourront sortir des termes dans lesquels le capitalisme leur pose le problème agricole.

Sur le marché international de l'impérialisme, l'agriculture est réputée « excédentaire » : elle produit plus que ce qui est demandé par les consommateurs « solvables » (ceux dont les besoins peuvent s'exprimer en argent, en pouvoir d'achat). Selon les mécanismes de l'économie marchande, ce déséquilibre devrait conduire à une chute des prix agricoles et pour un pays moyennement industrialisé comme la France à la disparition des exploitations agricoles marginales — de type précapitaliste — et à un transfert massif de population active vers l'agriculture avancée et vers l'industrie.

Une telle évolution s'accompagne nécessairement de vives tensions sociales que le système ne peut assumer que dans la mesure où la collectivité prend à sa charge des aides financières importantes. La « politique agricole » n'est qu'un de ces compromis par lequel l'État bourgeois assure donc l'expansion du mode de production capitaliste tout en modérant les affrontements de classes qu'elle implique.

La mystification gaulliste

● Face aux brutales mutations exigées par un passage relativement tardif à l'économie de monopole, le gaullisme tenta d'offrir au capitalisme financier la solution politique déjà expérimentée par le Second Empire : un régime plébiscitaire d'idéologie nationaliste, cherchant son assise politique dans le ralliement direct des masses ouvrières et paysannes au mythe personnel du chef de l'État. Comme pour tout « bonapartisme » la fidélité des petits paysans était indispensable à la solidité de l'édifice.

C'est pourquoi le régime entendit conserver intact le dispositif de soutien des prix agricoles à haut niveau inauguré par la III^e République. Son habileté politique fut d'introduire trois innovations :

● affirmation officielle d'un objectif de « parité des revenus agricoles et industriels » ;

● le choix d'une politique d'action structurelle et sociale qui prétendait encourager à la fois le regroupement des exploitations, la modernisation des équipements et la reconversion professionnelle des agriculteurs...

● l'extension à l'échelle européenne du protectionnisme français : dans le Marché commun agricole imposé par de Gaulle en 1962, la France élargissait les débouchés de son agriculture tout en bénéficiant de protections douanières à l'égard des pays tiers et de prix encore plus élevés que par le passé. Elle réussissait même à faire financer par les autres pays européens une partie des dépenses de résorption des excédents français.

Ce succès diplomatique et politique ne devait avoir d'égal que la faillite économique et sociale du gaullisme à l'égard de l'agriculture :

Compromis entre petits exploitants, gros propriétaires terriens et capitalistes industriels, sa politique était contradictoire avec l'objectif économique recherché — réduire les « excédents » — puisque l'action structurelle tendait à rendre l'agriculture plus productive et que le soutien des prix encourageait les cultures déjà excédentaires (céréales et vin). Elle était par ailleurs exceptionnellement coûteuse pour les travailleurs qui en supportaient doublement le poids comme contribuables (soutien budgétaire des prix) et comme consommateurs. Enfin, loin d'assurer la parité du revenu agricole, elle n'a fait qu'aggraver les inégalités sociales au sein du monde rural : les aides ont été largement interceptées par les intermédiaires capitalistes et par les 20 % de gros producteurs qui assurent 90 % de la production et qui ont pu s'installer en force sur le marché européen. Les petits paysans, eux, n'ont reçu qu'une part dérisoire de la manne budgétaire qui ne leur a permis réellement de faire face ni à la modernisation ni à la reconversion. La colère paysanne exprime une prise de conscience chaque jour plus aiguë de cette formidable mystification.

Cet échec, joint au diktat de l'austérité budgétaire, explique le retournement de stratégie agricole qu'amorce le pouvoir à l'occasion du VI^e Plan. Il s'agit essentiellement :

● de réserver les aides de soutien des prix aux producteurs « groupés » et acceptant de négocier des objectifs limitatifs de production ;

● de créer une « cotisation » mettant à la charge des plus gros producteurs une partie des dépenses de soutien.

Ces aménagements présentent « a priori » des avantages non discutables : réduction des prix à la consommation, économies budgétaires, moindre inégalité entre gros et petits producteurs. En fait, cette réorientation signifie que le capitalisme français ne peut désormais maîtriser le problème agricole qu'en pratiquant la politique la plus ouvertement conservatrice.



Collombert

Retour au corporatisme

● Sous une nouvelle forme, le régime entend perpétuer une politique d'amalgame de classes. Lors du VI^e Plan avec l'objectif du « revenu agricole moyen », il ignorait délibérément les conflits opposant gros agrariens représentés par la F.N.S.E.A. et capitalistes des industries de transformation d'une part, petits exploitants en voie de prolétarianisation et salariés agricoles de l'autre. La politique nouvelle dite « sélective », poursuit des objectifs identiques. Elle entend en effet :

● recréer le sentiment d'une communauté d'intérêts entre « petits » et « gros » au sein du monde agricole ;

● mettre en place un régime contractuel de type corporatiste permettant de faire gérer par les producteurs eux-mêmes une réduction planifiée de la production ;

● faciliter l'intégration et l'exploitation des petits exploitants qui n'auront plus le choix qu'entre le suicide économique et la vente de leur force de travail aux firmes de distribution et de commercialisation, notamment aux « coopératives » dont la réforme de 1967 a consacré la pleine assimilation aux autres formes d'entreprises capitalistes.

En définitive, ce que le régime propose pour l'agriculture est l'équivalent des contrats de progrès : une formule de collaboration de classes qui, au nom d'avantages matériels plus ou moins illusoire, entend assurer l'adhésion de la petite agriculture à sa propre exploitation et à terme à sa propre liquidation.

Car l'exigence maniaque de « productivité » est désormais réservée au domaine de la « politique industrielle », c'est-à-dire notamment au développement capitaliste des industries agricoles et alimentaires. Au niveau de la production agricole, l'objectif est maintenant clairement avoué : il n'est plus question, comme le laissait encore croire la politique d'« action structurelle » ou celle des technocrates européens du « plan Mansholt » ni de faire bénéficier l'ensemble du monde agricole des techniques les plus avancées ni de rechercher la restructuration progressive des petites exploitations. Il s'agit d'organiser le déclin de la production agricole et la « désertification » des campagnes, si possible au moindre coût, si possible avec l'accord des intéressés.

De cette dernière condition dépend le succès de l'opération.

En tout cas, nulle part mieux qu'à l'égard de l'agriculture, les motivations du capitalisme n'apparaissent aussi clairement pour ce qu'elles sont : le système ne concourt jamais au développement des forces productives et à la satisfaction des besoins collectifs que dans la mesure où cela peut s'exprimer pour lui en termes de profit. Car imaginera-t-on système plus absurde que celui qui ne peut assurer le service d'une partie de ses producteurs que par une politique délibérée de stagnation de la production et qu'en baptisant « excédent » ce qui, dans un monde de famine, dépasse simplement la capacité d'absorption des consommateurs repus des pays riches ?...

A propos d'une prime d'efficacité

Michel Camouis

Les Assurances Générales de France (résultat de la fusion des Assurances Générales et du Phénix) constituent par leur chiffre d'affaires le deuxième groupe d'assurances en France et le troisième de l'Europe des Six. C'est dire l'importance de ce gigantesque établissement qui, sur le plan professionnel, est considéré comme l'entreprise pilote.

Les A.G.F. sont également un « terrain d'essai » pour la toute-puissante fédération des Assurances qui dépend étroitement du ministère des Finances. Il est en effet bien connu dans la profession que « ce qui passe » aux A.G.F. passe dans les deux autres grands groupes nationalisés :

l'U.A.P. et le G.A.N. Ceci est vrai tant en matière de politique directoriale, que sur les problèmes syndicaux. En Mai-Juin 68, par exemple, les travailleurs des A.G.F. ayant seuls obtenu le paiement intégral des journées de grève, cette mesure fut étendue aux deux groupes précités.

Les A.G.F. se distinguent aussi par leur P.D.G., Bernard Chenot, ancien ministre, ami de Georges Pompidou et président du C.L.E.-A.R. (Comité de Liaison, d'Etude et d'Action Républicaine, ses membres situant leur action politique dans le cadre de la majorité).

Autre point spécifique des A.G.F. : depuis de nombreuses années, le statut du personnel qu'elles emploient prévoit la garantie du salaire à 100 %. Ce fait connu dans la profession, fut pris pour exemple par les organisations syndicales des autres compagnies nationalisées qui, lors des grèves du printemps 68, demandèrent l'intégration au salaire des primes existantes qui, dans certains cas, étaient légion (prime de bilan, de panier, d'hiver, de rendement, d'assiduité, etc.). Le résultat fut positif et jusqu'à ces temps derniers, nous pouvions croire que le vieux système des primes était abandonné dans notre secteur professionnel.

C'était compter sans l'entêtement ridicule de la direction qui, à l'occasion d'un projet d'harmonisation des salaires A.G.-Phénix, ressortit le vieux schéma des primes et se livra à un chantage ignoble. Nos collègues du Phénix doivent en effet voir leur salaire aligné sur celui des A.G. nettement plus favorable. A cette occasion, la direction donna son accord pour l'alignement mais proposa en échange un système de prime individuelle dont devaient seuls bénéficier les « bons employés » ou ceux jugés comme tels par la pesante hiérarchie des A.G.F. Nous ne nous attarderons pas sur le détail du calcul et de l'attribution de cette prime qui prévoyait par exemple qu'un seul « bon employé » sur un service de 10 personnes pouvait rafler la prime de ses 9 copains. Bref, comme on le voit, système particulièrement ignoble qui ne pouvait qu'engendrer la course au rendement, le fayotage, etc.

Malgré les avis unanimement défavorables formulés par l'ensemble des organisations syndicales



Collombert

(y compris celles des cadres) et des comités d'entreprises respectifs, le président Chenot passa outre et décida de faire approuver la création de cette prime au conseil d'administration des A.G.F., organe suprême en matière de décision.

Le vendredi 23 janvier 1970, à l'appel des organisations syndicales une imposante manifestation réunissait 3.500 personnes dans la cour du siège de l'entreprise, en dessous des fenêtres où siégeait le conseil d'administration. Dès le début les slogans furent percutants et tranchèrent avec ceux scandés lors des manifestations antérieures. Un groupe dynamique de militants P.S.U. dont la plupart sont syndiqués à la C.F.D.T., majoritaire dans l'entreprise, lança le mot d'ordre « le pouvoir aux travailleurs » largement repris par l'ensemble du personnel.

Parallèlement les représentants du personnel au conseil d'administration demandaient la disjonction des problèmes « harmonisation des salaires A.G.F.-Phénix » et celui concernant la création de cette prime baptisée depuis « d'efficacité ».

Sous la pression du personnel, la direction céda et accepta de disjoindre les deux problèmes. Le premier, avantageux pour nos collègues d'origine « Phénix » fut tranché favorablement par le conseil

d'administration. Pour ce qui est du deuxième point, la direction, à l'image de son P.D.G., s'entêta à vouloir faire aboutir son projet en prétextant qu'on ne pouvait céder à cette manœuvre d'intimidation. C'est alors que le personnel envahit les couloirs de la direction et se rassembla devant la porte du conseil.

Le siège dura deux heures au bout desquelles Chenot capitula et avisa le personnel que le projet de prime serait revu dans le cadre d'une commission pour « étude complémentaire ».

De toute évidence, l'idée de cette commission est la seule « porte de sortie » honorable qu'ait trouvée la direction. Bien sûr, la bataille n'est pas encore gagnée, et nos camarades syndicalistes qui participeront aux travaux de cette commission devront rester vigilants et s'opposer à nouveau à la création de prime individuelle voire semi-collective.

Quoi qu'il en soit, le vendredi 23 janvier, le pouvoir patronal et la « Nouvelle Société » dont notre président est l'adepte, en ont pris un coup. Les travailleurs ont incontestablement remporté une victoire en gagnant la première manche.

A la lumière de ces événements, bon nombre de militants P.S.U. ont décidé d'étudier la constitution d'un groupe aux A.G.F. □

ESPRIT

L'IMPÉRIALISME

• Définitions

• Impérialisme économique et impérialisme politique

• Empire Américain, société de consommation et tiers-monde

• Les « conglomérats » et l'Amérique latine

• Investissements et matières premières

• Critiques américaines

Avril 1969 : 8 F

ESPRIT 19, rue Jacob, Paris 6^e
C.C.P. Paris 1154-51

SKI EN TCHÉCOSLOVAQUIE

MARDI-GRAS

4-11 Février

LES MONTS DES GEANTS
(1.100 - 1.600 m)

2 télésièges - 6 téléskis
1 patinoire

COURS DE SKI GRATUITS
(4 h. par jour)

en AVION : 1 h. 30 de vol

PRIX PARIS-PARIS

Hôtel Windsor F **595**

Hôtel Savoy F **650**

REDUCTIONS

40 % enfants de 2 à 4 ans

25 % enfants de 4 à 10 ans

Prix comprenant : voyage avion PARIS/PARIS - Logement en chambres à 2 lits - Pension complète - Transferts en autocar de Prague à la station - Séjour d'une journée à PRAGUE avec visite de la ville.

Prochains départs : Janvier, Février, Mars, Mardi Gras - Pâques

VOYAGES OPÉRA-LAFAYETTE

26, rue Lafayette - PARIS (9^e)

Tél. : PRO. 17-69 - Lic. 487 A



D.R.

Grève scolaire à Paimpol

Depuis la rentrée, l'école primaire de garçons de Paimpol (250 élèves) est installée dans des baraques insalubres et menaçant ruine : elles datent de la Libération et ont été achetées par la commune de Paimpol à la ville de Lorient, il y aura bientôt vingt ans. De plus, elles sont implantées dans une zone humide et inondée par l'eau de mer qui remonte par les égouts lors des « grandes marées ».

Avant la dernière rentrée ces 250 élèves étaient installés dans le même groupe scolaire que le C.E.G. Mais ce C.E.G. ayant été intégré dans le C.E.S. existant par ailleurs, toutes les classes du C.E.G. ont été nécessaires pour les élèves du C.E.S. La municipalité de Paimpol a alors décidé que les garçons de l'école primaire seraient hébergés dans les « baraques du Champ de Foire » qu'ont déjà fréquentées de très nombreux Paimpolais. La municipalité avait accepté cette solution car elle la croyait très provisoire. En effet, elle avait obtenu le financement

d'une école primaire nouvelle dont les plans sont faits et le terrain en voie d'acquisition — suivant les prescriptions du préfet lui-même... Mais, quelques semaines après la rentrée, on a appris que les crédits ne pourraient être débloqués avant plusieurs années. Austérité ! Il ne resterait donc plus aux 250 élèves qu'à attendre la construction d'un deuxième C.E.S... dans quelques années pour réintégrer leurs anciennes classes. Les parents ont refusé cette solution et n'ont pas envoyé leurs enfants à l'école pendant une semaine, du lundi 12 janvier au samedi 17 janvier. Cette grève a été suivie à 98 %. Une entrevue des responsables du conseil de parents d'élèves (fédération Cornec) à l'inspection académique et à la préfecture ne leur a pas apporté satisfaction : six « classes mobiles » (pour onze classes) ont été proposées pour régler le problème.

N'est-il pas scandaleux qu'en 1970 l'Etat n'ait que des baraques à offrir comme classes aux petits Paimpolais ? □

Répression

Pour la libération des soldats emprisonnés

Il aurait été étonnant que le mouvement de Mai ou tout au moins les horizons qu'il a ouverts à des milliers de jeunes, ne se manifeste pas dans l'armée.

L'armée est un lieu privilégié en ce sens que les jeunes s'y retrouvent entre eux, et qu'ils n'ont littéralement rien à faire, à part quelques tâches qui en tout cas n'occupent pas leur cerveau, et que par conséquent ils ont de longues heures pour discuter, réfléchir.

Depuis plusieurs mois, dans de nombreuses casernes le commandement notait des manifestations de ce qu'on pourrait appeler « le nouveau malaise de l'armée ». De jeunes appelés se révoltaient ouvertement contre le bourrage de crâne, la discipline obsessionnelle et manifestaient leur crainte de se voir utilisés éventuellement comme des briseurs de grève ou comme des flics.

L'armée hésita : elle espéra que ces manifestations resteraient iso-

lées. Au début, par conséquent, elle opéra en douceur, pas d'arrestations, simplement des mutations de « fortes têtes » dans des casernes plus ou moins disciplinaires. Naturellement pas un mot à l'opinion publique, dont le gouvernement ne se sentait pas assez sûr.

Malheureusement pour l'armée, ces cas d'indiscipline devenaient de plus en plus nombreux. Serge Devaux fut, lui, arrêté, avec deux de ses camarades Michel Trouilleux et Alain Hervé. Ils sont incarcérés depuis le mois d'octobre à la prison de Rennes.

Que leur reproche-t-on ? Peu de choses en vérité. On a saisi dans leurs armoires des exemplaires de feuilles antimilitaristes, dont ils sont les auteurs, « L'Étincelle » et « Crosses en l'air », dans lesquels ils cherchaient à lutter :

« Contre 16 mois de détention ;
contre la discipline obsessionnelle ;

contre 16 mois de chômage ;
contre notre éventuelle utilisation comme flics ou comme briseurs de grèves. »

On a saisi également dans leurs armoires une pétition, qui n'avait d'ailleurs pas commencé à circuler, et dont l'histoire vaut d'être racontée : Un jeune soldat avait été giflé par un sous-officier. Usant de son légitime droit, le jeune soldat porta plainte officiellement devant ses supérieurs. Les supérieurs ne trouvèrent rien de mieux que de couvrir le sous-officier, et par voie de conséquence, le soldat fut

mis au cachot. Ionesco n'aurait pas inventé mieux !

Voilà tout ce que l'on reproche aux soldats. Il est vrai qu'on a essayé, mais sans résultat, d'effectuer la relation indirectement : révolutionnaire = drogué.

On a examiné les trois soldats, et la femme de Devaux, dont les mégots de cigarettes ont été précieusement recueillis et analysés. Sans aucun succès.

Les trois soldats de Rennes risquent jusqu'à deux ans de détention pour « incitation de militaires à la désobéissance ». Ils les feront à moins qu'une campagne suffisamment violente fasse reculer l'armée.

Par voie d'affiches, d'articles, cette campagne est en train de se développer. Un appel a recueilli et recueilli encore de nombreuses signatures. Citons Jean-Paul Sartre, Laurent Schwartz, Jean Rostand, Aimé Césaire, Alain Krivine, nos camarades Michel Rocard et Jean-Marie Vincent. Des militants de la C.G.T. ont également signé l'appel.

L'avocat de Serge Devaux, M^e Yves Jouffa, a obtenu l'accord de Jean-Paul Sartre, d'Alain Krivine et de Michel Rocard pour témoigner au procès.

Constituez-vous en comités pour la libération des soldats emprisonnés. C'est une bataille contre toutes les forces répressives que « la peur » de Mai a contribué à renforcer.

● C.C.P. Mlle CUKIER, 22 41 595 Paris (mention « Soldats »).

Antonio Melado est espagnol

Antonio Melado est espagnol. Il est entré en France « illégalement » ; ce qui signifie — et il se l'entend répéter à chacune de ses démarches à la Préfecture de Police ou au ministère de l'Intérieur — qu'il n'avait pas de contrat de travail à son entrée en France. Il est venu « en touriste », avec un passeport tout à fait régulier et il n'a obtenu son contrat de travail que quelques semaines après.

C'est cela, l'illégalité, pour les services de l'émigration.

Au moment d'obtenir toutes les pièces régulières (carte de travail, carte de séjour) il s'est entendu signifier un ordre de refoulement. Il devait être parti le 6 janvier. Les motifs ? Diffusion de journaux politiques...

L'histoire est fort intéressante à raconter : Il logeait dans un foyer très surveillé par la police. Un jour, à la suite d'on ne sait quelle information, les responsables du foyer ont fait une fouille générale des armoires et des valises des résidents, en leur absence naturellement. On a trouvé, dans l'ar-

moire de Melado, un journal « Pékin-Information » qu'il avait acheté, le plus légalement du monde, à la librairie « La Joie de Lire ». On ne pouvait pas l'accuser de lire ce journal (la liberté de pensée est encore — pour combien de temps ? — un des principes fondamentaux de la Constitution, même pour les étrangers), alors on l'a accusé de diffuser ce journal, ce qui est un crime de non-respect de la neutralité politique pour les étrangers.

Melado s'en est défendu. Mais de quel poids sont les dénégations d'un étranger vis-à-vis de la toute-puissance de la Préfecture de Police ?

Il s'est entêté ; il obtient, de semaine en semaine, des prolongations de son autorisation de séjour. La dernière, au moment où nous écrivons, expire ce soir. Il va, aujourd'hui, tenter d'obtenir une nouvelle prolongation.

Seul, son combat est voué à l'échec. Il faut l'aider et protester massivement contre ces mesures arbitraires.

Les prochaines élections municipales de Nancy (le 8 février) ont une portée nationale indéniable. Certes, les données locales de la situation joueront un rôle important, mais ces données elles-mêmes (spéculation foncière, sous-emploi, difficultés de l'industrie, localisation des administrations) renvoient aux grands problèmes nationaux. C'est pourquoi la lutte que mènent nos camarades de Nancy contre la majorité pompidolienne, contre le centrisme conservateur nous concerne tous et prend une signification politique précise : l'affrontement avec un régime et son orientation de classe.

Elections à Nancy

Ce n'est pas Clochemerle mais Main basse sur la ville

François Borella

Les prochaines élections municipales de Nancy ont une signification politique nationale qui justifie le rôle qu'y joue le P.S.U.

Depuis un mois, la « grande presse » s'y intéresse. Elle était venue voir « Clochemerle » à Nancy et a découvert peu à peu que l'on y répétait « Main basse sur la ville ». Certains journaux l'ont dit, d'autres n'ont pas osé. Le spectacle est pourtant plein d'enseignements. La « majorité », à la recherche d'elle-même, se défait et se refait au rythme des pronostics et des sondages électoraux. Comme son nom l'indique, elle n'existe que si elle a le pouvoir, car elle n'est unie que par la conjoncture des appétits qu'elle représente et que la conquête de la mairie permettra de satisfaire. Une liste regroupant des centristes, des radicaux et le nouveau parti socialiste, associe tous les rénégats de la ville sous le nom de « Nancy capitale ».

L'ensemble est assez révélateur de la signification réelle des opérations de rénovation des partis dits de gauche auxquelles certains voudraient nous faire croire.

L'union de toute la gauche s'est révélée une fois de plus, vide de sens. Le souci de sauver les apparences d'unité devant les électeurs n'a pas résisté au poids sociologique. Le parti socialiste est tombé du côté où il penche, c'est-à-dire à droite.

Pendant ce temps, l'implantation militante sur les lieux de travail portait ses fruits.

Le courant socialiste se renforce à Nancy. Les élections municipales partielles de juin dernier avaient permis à la liste d'Union des forces socialistes pour l'expansion de Nan-

cy, présentée par le P.S.U., de recueillir plus de 10 % des suffrages exprimés après une difficile campagne de dénonciation de la spéculation foncière dans notre agglomération à propos d'une opération de rénovation urbaine.

Aujourd'hui, tout le conseil municipal est à renouveler. Notre parti a sans aucune difficulté et très rapi-

dement constitué une équipe qui est au combat depuis 15 jours.

Réunissant des militants et des sympathisants du P.S.U., elle associe toutes les couches laborieuses de la population (17 ouvriers et employés, 13 travailleurs intellectuels, 7 ingénieurs, cadres et professions libérales); toutes les organisations syndicales et populaires de la ville sont



François Borella

ainsi présentes dans ce combat par des militants qui ont accepté, la plupart pour la première fois, de mener une campagne municipale. Cette campagne est un moyen privilégié de montrer la mainmise du grand capitalisme et de ses petits serviteurs sur une ville et son agglomération.

C'est ce à quoi nous nous employons. Rendez-vous le 8 février au soir du premier tour. □



Rénovation urbaine et spéculation foncière

Le Livre blanc pour le développement et l'aménagement de l'agglomération de Nancy est le résultat des travaux du Groupe d'études et de programmation qui dépend de la direction départementale de l'Équipement. Le G.E.P. est une sorte d'agence départementale d'urbanisme.

L'étude est centrée sur le secteur de Nancy (14 communes, 230.000 habitants). Les hypothèses et les objectifs retenus sont les suivants pour 1985 : population de 460.000 habitants nécessitant 188.500 emplois (actuellement il y en a 132.800) et par conséquent création de 56.000 emplois nouveaux et construction de 73.000 logements nouveaux. Pour accomplir cette tâche, le G.E.P. :

- Estime impossible de compter sur le développement du seul secteur tertiaire et de l'industrialisation spontanée, d'où nécessité d'une politique d'industrialisation fondée sur des industries de transformation ;

- Signale le danger de l'urbanisation actuelle en « tache d'huile » qui détruit le cadre naturel, crée des zones dortoirs sans vie urbaine et pose des problèmes insolubles de circulation, d'où nécessité d'une politique d'urbanisation comportant les points principaux suivants : restructuration et « affinage » du centre de Nancy ; achèvement des opérations d'extension périphérique (type Champ le Bœuf) déjà engagées ; création d'un ou deux centres relais (ou ville nouvelle) dans des sites nouveaux qui sont étudiés ; restructuration de la voirie par création de voies rapides et de voies artérielles nouvelles et rénovation des transports publics ;

- Souligne l'insuffisance actuelle des voies et moyens pour la réalisation de la politique d'aménagement de notre agglomération (insuffisance du district urbain, des ressources, aucune maîtrise des sols, pas d'association de la population...).

Il faut souligner la valeur du travail mené par l'équipe du G.E.P., la clarté de ce document et le réalisme de certaines conclusions.

Il doit servir de base à l'élaboration du schéma directeur de l'agglomération, au programme de mo-

dernisation et d'équipement applicable durant le VI^e Plan et aux plans d'occupation des sols. Or, ces différents documents doivent être élaborés très rapidement. La municipalité qui va être élue aura à se prononcer sur ces projets qui commandent notre avenir pour quinze à vingt ans. On reste confondu lorsque l'on s'aperçoit que tout est fait par l'ancienne municipalité comme par le groupe dit « Nancy-capitale » pour faire silence sur ces questions.

Comme le dit le G.E.P. il faut sortir de « l'urbanisme clandestin » qui ne profite qu'aux spéculateurs, car les projets envisagés leur permettent déjà de préparer leurs lucratives et scandaleuses opérations.

La nécessaire municipalisation des sols

Ce que le G.E.P. appelle « le grave problème de la maîtrise des sols » ne peut à l'évidence être résolu dans le cadre de la législation actuelle, en particulier de la loi du 30 décembre 1967 d'orientation foncière dont les dispositions fiscales n'ont pas été appliquées et sont d'ailleurs inefficaces.

Seule la constitution de réserves foncières par la municipalisation des sols à rénover, construire ou aménager permettra de juguler la spéculation.

Une première mesure sera la pleine application des articles 11 à 13 de la loi de 1967 sur l'orientation foncière (constitution de réserves foncières).

La croissance de l'agglomération nancéenne ne peut pas être liée à un pari sur le développement du secteur tertiaire. Certes, il faut souligner la priorité des implantations universitaires et de la recherche scientifique dans l'ensemble du tertiaire supérieur. Celui-ci joue, en effet, un rôle d'entraînement susceptible d'assurer une partie du développement de l'agglomération et notamment d'entraîner la création d'industries à haut niveau technologique.

Mais une vigoureuse politique d'industrialisation est absolument nécessaire.

Elle ne peut résulter du libre jeu du marché : les investisseurs privés

figurant la demande et les communes avec leurs zones industrielles représentant l'offre. Il est possible d'agir autrement, d'une part, en renforçant puissamment le partenaire public, d'autre part, en prévoyant éventuellement la mise sur pied d'entreprises communales ou intercommunales socialisées, créatrices d'emplois et par conséquent répondant à un but d'intérêt public (voir les articles 47 à 49 et 395 à 404 du Code d'administration, qui offrent des possibilités qu'une municipalité dynamique pourra utiliser).

Une nouvelle structure d'agglomération

La structure de l'agglomération, telle qu'elle résulte actuellement du district urbain de Nancy est parfaitement inadaptée aux exigences du développement planifié de l'agglomération. Cette inadaptation se manifeste tout d'abord quant à la zone géographique concernée, ensuite quant aux affaires et compétences mises en commun, enfin quant à l'organisation des pouvoirs représentant les populations. La zone doit être élargie notamment dans le but d'y inclure les terrains où seraient localisés les villes et quartiers nouveaux. Les compétences doivent à l'évidence comprendre l'urbanisme opérationnel faute de quoi les propositions d'aménagement resteront lettre morte. La structure organique doit résulter d'une distinction simple. Les affaires de l'ensemble de l'agglomération sont confiées à un organisme élu au suffrage universel direct par l'ensemble de la population agglomérée et disposant d'un exécutif et de ressources propres.

Les affaires particulières des différents quartiers ou zones à délimiter sont confiées à un organisme lui aussi élu au suffrage universel direct avec un exécutif et des ressources.

Cela permettra de constituer des villes ou quartiers nouveaux qui seront le siège d'un véritable pouvoir de décisions sur leurs propres affaires. La sociologie urbaine montre en effet que les villes ne se structurent pas autour des lieux de travail, de repos, de loisirs ou de commerce, mais autour des centres de décisions.

**Elections
à
Nancy**

Elections à Nancy



La
vieille
façade
ne doit
pas cacher
les vrais
problèmes

Une ville est souvent différente du visage que lui donne la presse locale ou les élus locaux qui gèrent les affaires municipales. Le recensement de 1968 et les études de l'Institut National de la Statistique et des études économiques permettent de mieux connaître la nature de la population active, c'est-à-dire l'ensemble des personnes exerçant une activité professionnelle et l'importance des différentes catégories professionnelles de l'agglomération de Nancy. Les renseignements que nous

donnons ci-dessous portent sur l'agglomération de Nancy.

Nancy plus industrielle que Metz

La structure de la population active par secteurs d'activités révèle que l'agglomération de Nancy est nettement plus industrielle que celle de Metz (38,4 contre 30 %) contrairement à ce que disent et écrivent beaucoup de gens. Metz est une ville plus « tertiaire » que Nancy en

dépit de l'implantation à Nancy d'un « tertiaire supérieur » très important (surtout l'Université et les activités de recherche). Il faut donc dénoncer ceux qui affirment que Nancy a une « vocation tertiaire ». *Le développement de l'agglomération impose le développement de l'industrialisation*, notamment des industries de transformation, sinon le chômage deviendra dramatique.

Nancy n'est pas une ville bourgeoise

La répartition par catégorie professionnelle prouve que l'agglomération et la ville de Nancy ne sont pas valablement représentées par des municipalités bourgeoises : les patrons, cadres supérieurs et professions libérales ne forment que 16,2% des personnes actives, la classe des travailleurs salariés (ouvriers, employés, cadres moyens, personnel de service), forme l'écrasante majorité de la population active. Il est temps qu'elle traduise son importance dans les conseils municipaux en votant pour ses propres représentants. *Nancy n'est pas une ville bourgeoise*, mais on veut faire croire que seuls les représentants de la bourgeoisie ont le droit d'être élus. Ne soyons pas dupe de cette tromperie. □

- Nombre total de personnes actives : 105.460 soit 41,1 % du total.
- La population active masculine 64 %, féminine 36 %.
- Comparaison des pourcentages entre NANCY et METZ par grands secteurs d'activités (1).

	NANCY	METZ
Secteur primaire (agriculture)	1,4 %	0,8 %
Secteur secondaire (industrie)	38,4 %	30 %
Secteur tertiaire (commerce, banques, enseignement)	60,2 %	69,2 %
<i>par catégories professionnelles (1)</i>		
Agriculteurs (exploitants et salariés)	0,8 %	0,46%
Patrons industrie et commerce	7,4 %	9 %
Professions libérales, cadres supérieurs	8,8 %	8 %
Cadres moyens	14,5 %	13 %
Employés	21,5 %	36,54%
Ouvriers	37,6 %	22 %
Personnel de service	5,6 %	5,6 %
Autres professions (armée, police...)	3,8 %	5,4 %

(1) Source : I.N.S.E.E.

Elections à Nancy

" Nancy-capitale " = Nancy-capitiaux

Pierre Belleville

Marie-Claude Vayssade

La crise municipale de Nancy est une conséquence directe de la querelle « Nancy-Metz » remise au premier plan par le référendum du mois d'avril et la désignation de Metz comme chef-lieu de région.

Nous refusons de faire nôtre une telle querelle :

— Parce qu'elle n'est pas celle des travailleurs mais celle de notables défendant leur profit immédiat au détriment du développement régional ;

— Parce qu'elle est entretenue artificiellement pour permettre aux vrais responsables du déclin de Nancy — les équipes municipales en place depuis des années — de rejeter leur faute sur d'autres ou de se réfugier dans des slogans sans contenu ;

— Parce qu'elle est une querelle de « seigneurs » jaloux de leurs fiefs électoraux et de leur carrière nationale. Elle n'est même pas une querelle politique entre deux conceptions de la société et deux modes de gestion.

La croissance de Nancy et de Metz doit être une affaire commune aux deux villes au service de la région lorraine. Nancy, centre d'attraction et de développement de tout le sud de la région, appuyée sur une industrie de transformation diversifiée, un tertiaire supérieur et une tradition culturelle et universitaire. Metz, centre des bassins d'industrie lourde, affrontée à la fois aux problèmes de reconversion et aux problèmes frontaliers. Cela est possible en créant une métropole lorraine et en réalisant une vraie décentralisation.

Pas une ville unique

La métropole ne doit pas être une ville unique. Ni la somme plus ou moins bien rajustée de deux villes. Mais plutôt une série de noyaux urbains rendus suffisamment proches pour être réellement complémentaires les uns des autres. La métropole existera lorsqu'une famille donnée pourra habiter dans un des noyaux urbains qui la compose et chacun de ses membres avoir ses activités principales (travail, études, loisirs) dans un autre des noyaux urbains sans que cela cause à cette famille de graves perturbations.

La métropole doit être aussi un complexe économique et un ensemble d'équipements de haut niveau mis au service du développement de toute la région.

La réalisation d'une telle métropole exige un ensemble de moyens de communication rapides, commodes et à la portée de tous (routes, voies ferrées, télécommunications) qui relient les différents points de la métropole et celle-ci avec l'ensemble de la région. Métrolor, liaison S.N.C.F. rapide entre les deux villes (1), d'ailleurs refusé au printemps 1969 par les notables locaux, est un premier pas vers ce qui pourrait être.

Elle exige aussi un ensemble d'équipements de toute nature (industriels et commerciaux, enseignement et formation permanente, santé et services sociaux, culture et loisirs, administration...) dont le niveau, le nombre, la taille et le lieu ne doivent pas dépendre de querelles de prestige mais des besoins réels des populations.

Un espace métropolitain ainsi équipé n'a pas besoin d'un centre, d'une « capitale » mais d'une organisation très légère permettant la coordination entre les décisions des grandes agglomérations qui le composent. Cela exige une vraie décentralisation et de nouveaux modes de regroupement des collectivités locales.

Par marchandage

La querelle Nancy-Metz est aussi une conséquence de la centralisation excessive. L'absence d'une assemblée régionale et d'un exécutif régional possédant de vrais pouvoirs de décision fait que l'on se dispute le siège de la préfecture pour avoir plus près de soi le représentant du pouvoir central qui détient à l'heure actuelle les quelques pouvoirs régionaux existants, que les décisions s'obtiennent à Paris par marchandage entre notables ou par pressions directes des groupes économiques.

La décentralisation donne à la région la gestion démocratique de ses

équipements et de son développement. Les grandes directions administratives régionales et les grands services régionaux peuvent être répartis non pour des raisons de concentration de pouvoirs ou pour des raisons de prestige, mais pour assurer un meilleur service des administrés et des usagers et une meilleure répartition des emplois tertiaires.

La décentralisation permettrait aussi de poser dans des termes plus vrais les problèmes de l'information régionale, faussés actuellement par la centralisation de l'O.R.T.F. et la querelle des journaux se disputant un monopole régional.

Une victoire socialiste à Nancy, si limitée qu'elle puisse être par le contexte économique et politique du système français actuel, aura un poids important sur l'avenir de toute la région.

(1) Métrolor. Depuis le 5 janvier, la S.N.C.F. assure une liaison « cadencée » — un train toutes les heures — de 6 h à 20 h entre Nancy, Pont-à-Mousson, Pagny-sur-Moselle, Hagondange et Thionville.

Une mairie très convoitée

Se parer de l'étiquette « socialiste » et s'associer avec le Centre national du patronat français et le grand patronat de la sidérurgie et des mines de fer lorraines... Il faut le faire ! C'est pourtant ce que viennent de réaliser à Nancy les membres du parti socialiste (l'ancienne S.F.I.O.) en participant à la liste « Nancy-Capitale ».

Dans cette liste, le C.N.P.F. est représenté par M. Pierre Deiber. Ce dernier est membre du Conseil d'administration de la Caisse d'allocation familiales de Meurthe-et-Moselle depuis le 6 octobre 1967 « sur désignation » du... Centre national du patronat français (Cf. « L'Est Républicain », 30 oct. 67).

Du C.N.P.F. au grand patronat lorrain il n'y a qu'un pas qui a été franchi entre le scrutin de juin dernier et celui du 8 février prochain.

L'Association de la sidérurgie et des mines de fer lorraines, groupement patronal qui réunit toutes les directions des mines de fer et de la sidérurgie sous la houlette de Wendel-Sidelor et Usinor-Lorraine-Escaut, est présente dans la liste « Nancy-Capitale » avec la personne de M. Lucien Bonneville, secrétaire général des chambres syndicales pour la sidérurgie et les mines de fer pour la Meurthe-et-Moselle, administrateur de l'ASSEDIC.

Être aux côtés du C.N.P.F. et de l'ASSIMILOR, c'est approuver les licenciements dans les mines de fer, les compressions massives de personnel dans les complexes sidérurgiques, la fermeture des puits et des usines (Saulnes, Villerupt, etc.), de-

main le transfert d'une partie de la sidérurgie lorraine à Fos-sur-Mer (après un premier exode en cours vers Dunkerque).

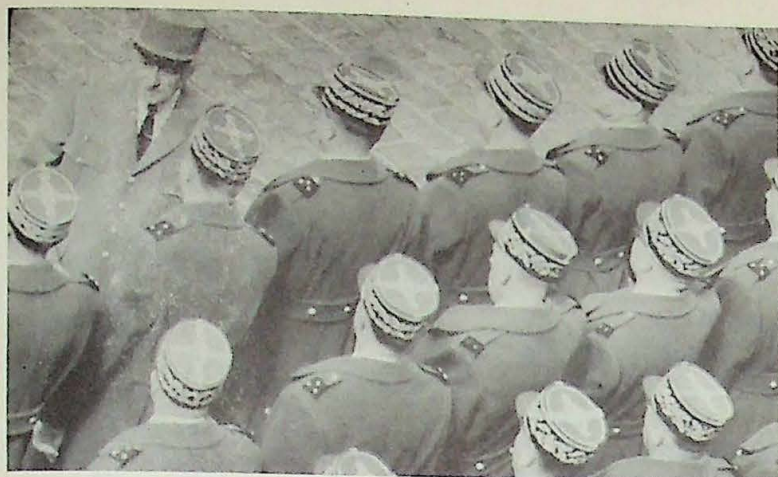
Crise de l'emploi, crise de l'avenir, crise de confiance. Les Lorrains et les Nancéiens savent que le patronat de la sidérurgie et des mines de fer qui soutient la liste « Nancy-Capitale » est directement responsable de la crise économique lorraine et du chômage qui a sévit ces dernières années. Chômage ou exode des travailleurs. Pour la première fois depuis la Libération, la population active lorraine a diminué entre 1962 et 1968...

Ne comptez pas sur le patronat lorrain — la SOLLAC et Wendel-Sidelor s'installent à Fos-sur-Mer — ni sur Nancy-Capitale pour que cela change.

Pas un travailleur, qu'il soit ouvrier, employé, cadre, agent de service ou enseignant ; par un artisan ou un commerçant conscient de cette situation économique ne doit accorder son soutien ni sa voix à la liste « Nancy-Capitale ».

Ils jugeront sévèrement « le parti socialiste S.F.I.O. » présent sur la liste « Nancy-Capitale ». Le temps du bon vieux paternalisme et du bon vieux socialisme est terminé.

La liste d'Union des Forces Socialistes pour l'expansion de Nancy — une équipe nouvelle, un programme socialiste — traduit la volonté de changement des Nancéiens qui dès le premier tour apporteront leur confiance à François Borella et Marie-Claude Vayssade. □



A.D.N.P.

Notre Société

La répression au catalogue

Rémy Grillault

Le ministre des Armées, Michel Debré, se frotte les mains. Il a vendu à la Libye, il a vendu à Israël. Il vend en Afrique, en Amérique latine. Les armements, c'est

bon comme source de profit. Alors comme en poésie ou en peinture, on organise des biennales, des expositions et on fait des catalogues luxueux.

La D.T.A.T.

La Direction technique des armements terrestres est, avec celle de la Marine et de l'Aviation, l'une des directions techniques de la Délégation ministérielle pour l'armement du ministère des Armées.

La D.T.A.T. : c'est une des 500 premières entreprises industrielles françaises. Elle emploie 24.100 personnes (plus que Simca ou St-Gobain), 13^e rang en France derrière la C.S.F. et Air France.

Chiffre d'affaires en 1967 : 2.154.000.000 NF.

Trois centres d'essai : les Etablissements d'Expériences Techniques d'Angers et de Bourges, le Centre Aéroporté de Toulouse.

Sept centres d'études et de recherches : à Gramat, à Issy-les-Moulineaux (A.M.X.), à Bourges, à Puteaux.

Neuf centres de production : atelier de fabrication de Toulouse et Le Mans, ateliers de construction de Roanne, Lyon, Rennes et Tarbes et les manufactures nationales d'armes de Tulle et Saint-Etienne. Le catalogue général de la D.T.A.T. classe ses types d'armement en 437 rubriques. Le matériel est de plus en plus conçu et destiné au maintien de l'ordre. La D.T.A.T. oriente ses efforts vers une transformation de l'armement classique en armement plus souple, plus meurtrier, plus rapide. Elle organise tous les deux ans à Satory (près de Paris) une exposition de matériel.

La D.T.A.T. travaille en liaison avec des groupes comme Renault, Citroën, Thomson, C.S.F., S.N.E.C.M.A., C.G.E., Manhurin, Hotchkiss, Berliet, la CODER, Michelin, Saviem, Hispano-Suiza, les ateliers du Creusot, etc. Presque toute l'industrie française est impliquée dans la course aux armements et aux profits qu'elle assure.

La D.T.A.T. contrôle l'essentiel de la recherche effectuée sur les lasers, les ultra-sons et la détection électromagnétique. Son travail, assuré avec les autres Directions techniques du ministère, a mis la France au 3^e rang mondial pour la production d'armement.

La D.T.A.T. en a un, édifiant sur la prospérité des marchands de canons. Les militaires du monde entier ont dû admirer les merveilleux joujoux (roquettes, missiles, mines, Mirages, etc.), sortis de nos usines. Un très grand nombre de

contrats ont été passés et tous les chefs d'entreprise concernés de près ou de loin par cette lucrative activité se sont réjouis. C'est là un aspect du capitalisme français.

L'état marchand de canons

L'Etat lui-même s'est constitué fabricant et vendeur d'armes. En ce sens il ne se différencie pas beaucoup du capitalisme anglais, yankee ou suédois. Promoteur d'une industrie qui se place, par ses effectifs, sa superficie, son chiffre d'affaires, parmi les plus importantes de France, l'Etat encourage toute l'industrie française à développer la production et la vente d'armes.

Si l'on examine la nature de cet armement, on s'aperçoit que, de plus en plus, il est conçu et destiné au maintien de l'ordre dans les villes, contre les guérillas, en un mot contre les mouvements révolutionnaires de libération.

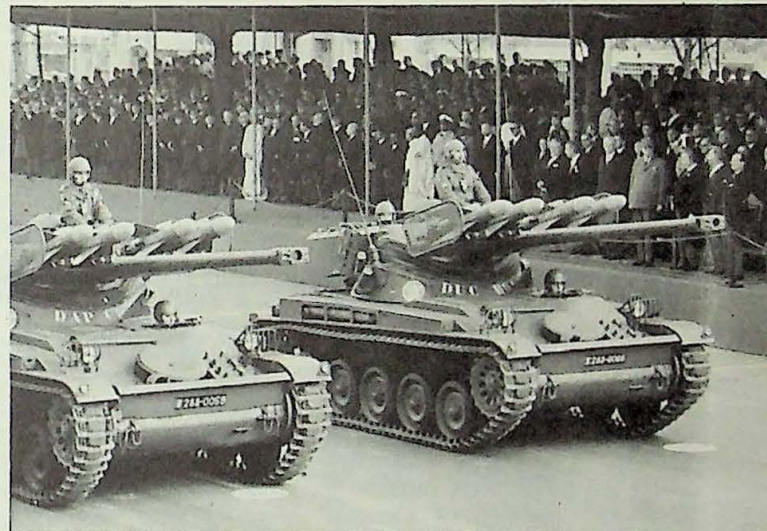
Faute de pouvoir employer les armes nucléaires, le capitalisme fait un gros effort pour transformer l'armement classique en matériel destiné à une répression plus efficace. La bourgeoisie est consciente de l'accroissement des forces révolutionnaires dans le monde. Les adversaires parlementai-

rence néo-colonialiste française et les super-profits de l'industrie de mort, comme nous avons dénoncé le napalm américain.

Cette dénonciation est une aide efficace pour la cause des mouvements révolutionnaires qui, au Mexique, en Angola, au Mozambique, au Tchad subissent la répression, les tortures et les opérations de « nettoyage » fascistes.

L'état arme sa police

Il va de soi que Michel Debré et le gouvernement ne se contentent pas des gouvernements fantoches dans le tiers monde. Ils arment aussi leurs flics. On ne recrute pas des milliers de C.R.S. pour simplement les habituer à manier un bâton. Il convient de les militariser et de leur fournir des armes et des moyens de dissuasion efficaces et rapides. En la circonstance, Marcellin a bien fait les choses. Sans hypocrisie, les brochures de la préfecture de police de Paris donnent une gamme



Agip

res sont neutralisés, intégrés à l'engrenage capitaliste. Pour dominer le tiers monde, il n'y a pas plusieurs moyens : l'armement est l'essentiel. Pour maintenir la domination industrielle, la tâche devient plus facile en flattant les militaires avec des armes de plus en plus onéreuses et perfectionnées. Les masses populaires paient ainsi leur propre aliénation au nom de l'aide économique ou de faux patriotismes et de fausses frontières. Vente directe ou indirecte aux colonialistes portugais, à la Grèce et au Brésil fascistes, à la Rhodésie et à l'Afrique du Sud, ce sont de beaux fleurons à porter au crédit de cette « sensibilité française » dont parlait J. de Montalais dans la Nation à propos du Biafra.

Les armes qui tuent au Biafra, au Mozambique, au Tchad, en Argentine, en Angola, au Mexique sont françaises. Il est donc plus que jamais nécessaire de ne pas se laisser prendre à la vaste offensive du gouvernement concernant l'aide humanitaire et désintéressée au Biafra. Il faut dénoncer l'ingé-

de photos sur les moyens mis au service « des défenseurs de l'ordre républicain » : véhicules blindés, plexiglace, lance-grenades dernier modèle, effort considérable dans les transmissions entre brigades, etc. L'astuce au service de la répression, les contre-vérités pour la couvrir, telle est la logique de M. Marcellin et de la presse bourgeoise.

Les C.R.S. n'en sont plus comme après Mai 1968 à apprendre par des stages à l'armée le minimum à savoir contre la guérilla urbaine. Leurs chefs sont maintenant passés maîtres en la matière. Les Brésiliens viennent prendre des leçons avec eux.

La prochaine exposition d'armement aura lieu en 1971 à Satory. Préparons-nous à le faire savoir et à dénoncer la course aux armements.

La bourgeoisie ne recule devant aucun moyen pour assurer sa survie. Les canons rapportent plus que les investissements collectifs.

Hommage à Tanguy-Prigent

De très nombreux camarades de la Fédération du Finistère ont rendu, vendredi 23 janvier, un dernier hommage à leur camarade de combat Tanguy-Prigent, décédé à la suite d'une longue maladie.

Au nom de la Fédération, Denis Rigal, secrétaire fédéral, a rappelé, en quelques mots, le militant ardent et sincère que fut Tanguy-Prigent durant 45 années d'une vie politique commencée dès l'âge de 16 ans par la création d'une section socialiste dans sa commune natale : Saint-Jean-du-Doigt.

Ce petit paysan breton, muni du modeste certificat d'études, sut se former, se cultiver, devenir un entraîneur d'hommes et, dans les grandes épreuves, choisir sans hésiter son devoir de socialiste. Le 10 juillet 1940, il fut l'un des quatre-vingts parlementaires qui s'opposèrent à l'équipe Pétaïn-Laval.

En juin 1958, il se dressa de la même manière contre toute délégation de pouvoirs au général de Gaulle. Et c'est parce qu'il ne pouvait accepter la politique d'abandon, de compromission et de trahison de la social-démocratie qu'il se retrouva au P.S.U., afin de poursuivre le combat pour une « société qui, disait-il, conciliera le progrès du béton et de l'ère nucléaire avec le social et l'humain ».

A 60 ans, il était resté le même propagandiste et idéaliste du début de sa vie politique tant sa foi dans le socialisme était demeurée intacte. A M. Fanton qui, le 27 octobre 1964, à l'Assemblée nationale, voulait ironiser sur « le

Parti Socialiste Universel », il répondait : « Oui, il est universel car le socialisme est une doctrine universelle inscrite dans les faits. Vous pourrez essayer tous les moyens pour enrayer sa marche, vous ne ferez que retarder son avènement. »

Au cours de multiples réunions, il combattit sans relâche le régime gaulliste qui, estimait-il, « sera une tache bien sombre dans l'histoire de notre pays ». Il s'opposa aussi physiquement à lui dans la rue, comme lors de la manifestation organisée par notre parti contre la guerre d'Algérie, le 27 octobre 1960, à Paris, au cours de laquelle il eut le poignet fracturé à la suite d'un sérieux matraquage.

Il fut aussi en prise directe avec les mouvements de Mai, comprit le sens et l'importance de l'explosion universitaire et sociale qui secouait la France. Avec quel enthousiasme il parlait de ses discussions avec les étudiants, les ouvriers ! Il saluait, en Mai, l'aube d'une ère nouvelle. Le 31 mai, il écrivait aux camarades de son canton : « Dans une lutte que les insultes et les provocations d'un pouvoir encore plus odieux que nous l'imaginions nous commandent de durcir, une fraternité se crée, est créée, et permet de mener le combat avec une cohérence et une puissance qui assureront la victoire. »

Le Bureau national, la Fédération du Finistère saluent en Tanguy-Prigent le militant chaleureux et fraternel, rayonnant de sympathie, fidèle jusqu'au bout au socialisme, dont ils ressentent douloureusement la perte. □

Communiqué

Les représentants de la C.F.D.T. et du P.S.U. se sont rencontrés les 6 et 21 janvier 1970.

Les deux délégations ont procédé à un examen de la situation générale, des luttes ouvrières en cours et des positions respectives des organisations syndicales et politiques à l'égard des contrats.

Sur la demande de la C.F.D.T. un ordre du jour des questions à débattre entre les deux délé-

gations a été établi, notamment sur les rapports syndicats-partis, la délimitation des responsabilités de chacun dans les luttes, et plus particulièrement dans les entreprises, la conception de l'autonomie syndicale et la spécificité des stratégies.

La réunion du 21 janvier n'ayant pas permis de traiter l'ensemble de ces questions, les deux délégations ont décidé de se rencontrer à nouveau. □

Erratum

Dans l'éditorial de Michel Rocard « Pour le parti révolutionnaire » paru dans le n° 437 de T.S., une malencontreuse coquille a changé complètement le sens de la première phrase. Au lieu de dire : « La résolution du dernier Conseil national du P.S.U. soulignait la nécessité de construire à partir du P.S.U. tel qu'il existe, mais à partir de lui seul... un puissant parti révolutionnaire », notre camarade avait évidemment écrit :

« (...) à partir du P.S.U., tel qu'il existe, mais pas à partir de lui seul... ».

Réunions

● Jeudi 29 janvier à 20 h 30, la 18^e section du P.S.U. présente à la Maison Verte, 127-129, rue Marcadet, Paris-18^e, « Certifié exact n° 4 » (le problème des grands ensembles) avec la participation d'André Barjonet.

● Dimanche 15 février à 9 heures précises, Journée nationale lycéenne, 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e. Pour s'inscrire à cette journée écrire au bureau lycéen, 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e.

LIBRAIRIE « TRIBUNE SOCIALISTE »

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 à 13 h.

EDITIONS DU SEUIL

- HISTOIRE DES DEMOCRATIES POPULAIRES, François Fejto
Deux volumes Tome I 30,00
Tome II 36,00
- POUR LA LIBERATION DU BRESIL, Carlos Marighela 12,00
- LE CONGRES CLANDESTIN 25,00
- LA FILIERE, Periclès Koravessis 12,00

EDITIONS OUVRIERES

- INITIATION A LA VIE DES ENTREPRISES, L. Scherrer 22,00
- VILLES ET CITOYENS, L. Chenot et R. Beaunez 16,00
- LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL ENJEU DE LA LUTTE SOCIALE, J.-L. Bodiguel 26,00
- LES MECANISMES DU SOUS-DEVELOPPEMENT 21,30

EDITIONS SOCIALES

- MATERIALISME HISTORIQUE ET HISTOIRE DES CIVILISATIONS, A. Pelletier et J.-J. Goblot 10,00
- CRITIQUE DES PROGRAMMES DE GOTHA ET D'ERFURT, Marx, Engels 3,50

E.D.I.

- PANNEKOEK ET LES CONSEILS OUVRIERS, S. Bricianer 19,20
- LA CONCEPTION MATERIALISTE DE LA QUESTION JUIVE, A. Léon 16,20
- VERS DE NOUVELLES LUTTES OUVRIERES, R. Chevallier 4,00



LIBRAIRIE
TRIBUNE SOCIALISTE
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e C.C.P. 58 26 65

L'essoufflement de la social-démocratie suédoise

Pierre Gautier

Les ouvriers suédois, ces travailleurs si bien payés, si calmes, se mettent en grève depuis quelques temps sans demander la permission de personne. Le mal parti de Kiruna, au nord, s'est étendu peu à peu vers les grands centres urbains du sud. Plusieurs établissements de la métallurgie, Volvo, Saab, SKF, ont été touchés à leur tour, malgré leur réputation « sociale ». On s'émeut, on s'inquiète dans les milieux dirigeants. Où va-t-on aller, si cela continue ? Déjà le mouvement de Kiruna a suscité des réactions de solidarité non seulement en Suède, mais aussi au Danemark et Norvège. N'y a-t-il pas danger grave de voir les quelques grèves « sauvages » de décembre dernier se transformer en avalanches dans toute la Scandinavie ?

Le Premier Ministre suédois, M. Olof Palme, a dû reconnaître que la situation était sérieuse. Dans une interview au Dagens Nyheter, il a concédé que « les possibilités pour l'individu de transformer et exercer une influence sur son travail ne font que diminuer » et ajouté : « Il est vrai que l'ancien modèle autoritaire se maintient dans le monde du travail. Il y a encore moins d'égalité sur les lieux de travail que dans la société dans son ensemble. Cela crée des distances entre différents groupes sociaux. »

A l'évidence, Olof Palme ne croit pas que la crise soit purement conjoncturelle et qu'on puisse la réduire à des vices de fonctionnement passagers. Il invite par conséquent à s'interroger sur le système mis en question par ces gêneurs ouvriers, et sur l'équilibre politique et social menacé, au moins potentiellement, par la montée des grèves.

On sait que la social-démocratie suédoise est au pouvoir depuis 1932, à la suite d'élections législatives qu'elle remporta haut la main. Mais l'épisode électoral ne suffit pas à rendre compte dans toute sa complexité du compromis que passèrent à l'époque le mouvement ouvrier et la bourgeoisie. La Suède, très secouée par la crise économique de 1929 venait de vivre des temps troublés — incidents sanglants d'Adalen, grève générale, manifestations de chômeurs. La bourgeoisie savait que les différents partis conservateurs

étaient incapables de faire face à cette situation explosive et qu'elle aurait risqué gros en se refusant à toute concession. Elle savait en même temps que la social-démocratie qui jouissait de la confiance de l'immense majorité de la classe ouvrière ne se proposait pas d'intervenir massivement dans les rapports de propriété. En effet ses inspirateurs idéologiques de Branting, à Wigfors, n'étaient jamais allés au delà de vues assez vagues sur la redistribution sociale et l'intervention de l'Etat. Il était donc séduisant pour la classe dominante ou ses représentants les plus qualifiés d'accepter une collaboration loyale avec le parti social-démocrate ; ce dernier garantissant la paix sociale et une politique économique active contre les séquelles de la crise économique, la bourgeoisie modérant les oppositions conservatrice et libérale.

Le compromis entra assez vite dans les mœurs, surtout en fonction de la prospérité relative que connut la Suède dans une Europe déchirée par la Deuxième Guerre mondiale. Mais le prix à payer par le mouvement ouvrier suédois fut lourd. A la concertation au sommet entre social-démocratie, représentants patronaux et représentants syndicaux sur la dynamique des salaires, répondait inévitablement l'encadrement étroit du mouvement syndical dans les entreprises et les différentes branches de l'économie. Les accords nationaux imposaient des clauses anti-grèves et permettaient d'appliquer aux syndicats ou aux sections syndicales récalcitrantes des amendes (en utilisant des lois de 1928 toujours en vigueur aujourd'hui).

Progressivement, de mouvement essentiellement revendicateur qu'il était au début, le syndicalisme suédois se transforma en administration des affaires sociales et en machine à étouffer les conflits du travail.

Il y eut bien sûr des résistances. Sous certaines formes plus que discutables, le parti communiste se fit l'expression des mécontents. Mais le système fonctionnait parfaitement en circuit fermé. L'opposition des partis conservateurs qui faisaient appel aux classes moyennes indépendantes en condamnant la fiscalité « socialiste » servait d'alibi au gouvernement auprès de

la classe ouvrière (vous voyez, nous faisons quelque chose ! La preuve, on nous attaque !), en même temps qu'elle lui permettait de lancer des conseils de modération (il ne faut pas exagérer, nous sommes à la limite du possible !). Le réalisme semblait imposer la résignation et pendant des années la majorité des Suédois parut accepter une société de plus en plus bureaucratifiée et de plus en plus marquée par le paternalisme social.

Toutefois, les premiers signes de crise apparurent dans la jeunesse (ouvriers et employés) qui se révolta au cours des années cinquante contre la rigidité de l'encadrement social de manière confuse et désordonnée (les bagarres du samedi soir à Stockholm). Chez les étudiants, à partir du début des années soixante, les courants critiques d'inspiration marxiste progressèrent de façon spectaculaire. Mais ces signes de crise « morale » n'étaient que des signes annonciateurs de problèmes beaucoup plus graves. Au sein du parti social-démocrate, le malaise ouvrier et le malaise des jeunes générations entraîna, il y a quelques années, la constitution d'une aile gauche qui tenta de donner une plus grande marge de manœuvre au réformisme en train de s'essouffler. Selon toute vraisemblance, c'est l'activisme de ces jeunes turcs qui permit à la social-démocratie de remporter encore une fois les élections (malgré les grognements des dirigeants syndicaux inquiets de voir s'ouvrir un débat général).

Effectivement les discussions autour du sens de l'action socialiste, la redécouverte dans le débat public des réalités de l'exploitation capitaliste, ne sont pas étrangères au renouveau de la combativité ouvrière. Et celle-ci ouvre une nouvelle étape dans la crise du système social-démocrate d'organisation du pouvoir bourgeois, en attaquant les rapports de production capitalistes à la racine et en critiquant par l'action directe la sclérose du syndicalisme. Il y a de fortes chances pour la Suède que la paix sociale devienne sous peu le lieu d'affrontements importants et voit des tentatives de réorganisation de la classe ouvrière sur de nouvelles bases. □

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

commente l'actualité politique, sociale, économique et culturelle.

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

établit un dossier sur une question importante de l'heure.

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

développe les thèmes d'action du courant socialiste.

Soutenez-nous !

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir
de 80 F

C.C.P. 58 26 65

Pour la libération des prisonniers politiques mexicains

Daniel Jacoby

« Il n'y a pas de prisonniers politiques au Mexique. »

C'est ce que continue de déclarer avec aplomb le gouvernement Diaz Ordaz. C'est ce qu'a encore tout récemment déclaré Monsieur Luis Echeverria, actuel ministre de l'Intérieur et, en tant que tel, directement responsable du massacre de Tlatelolco, candidat officiel à la présidence du parti gouvernemental. Je me suis attiré la même réponse lorsque, lors de mon dernier séjour à Mexico, j'ai cherché à obtenir de l'administration des permis afin de communiquer avec un certain nombre de prisonniers politiques.

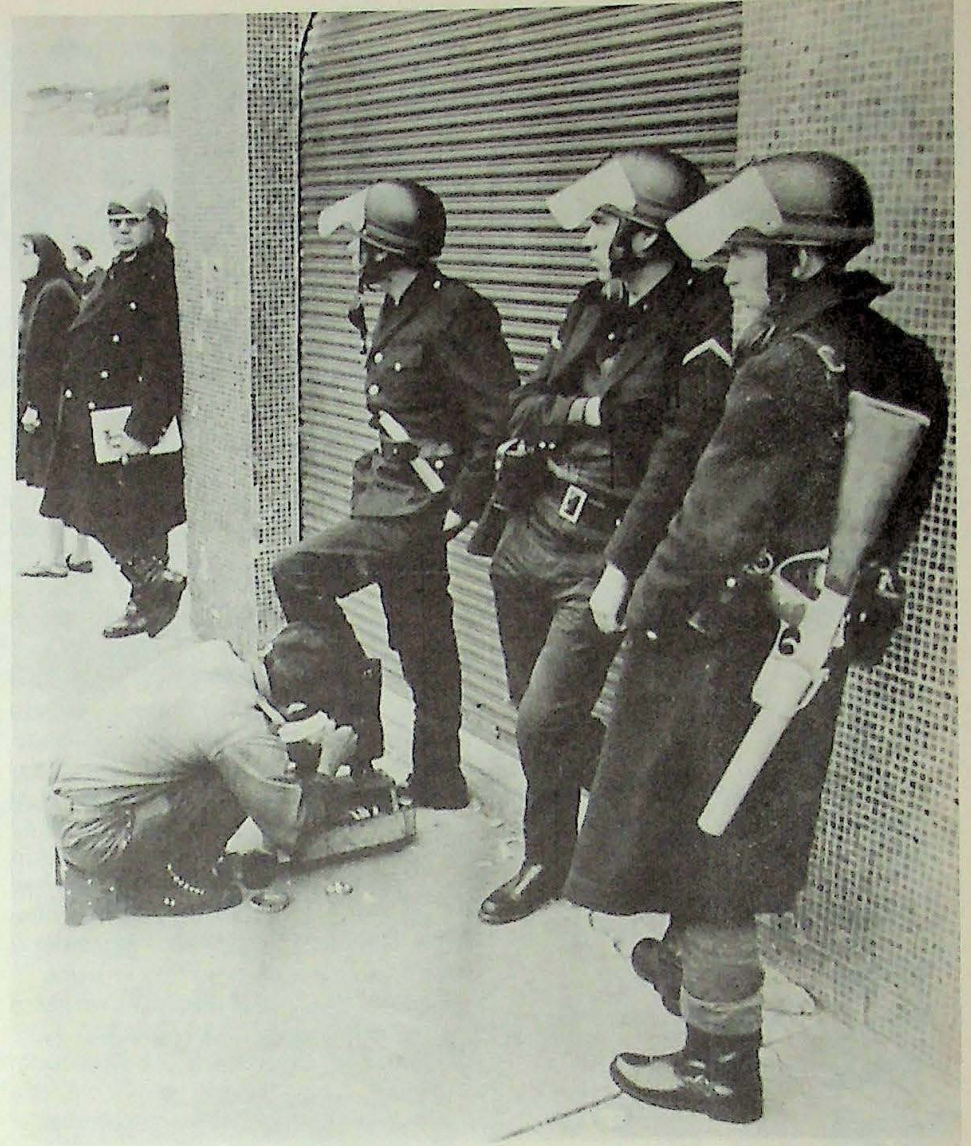
Ils sont pourtant plusieurs centaines, détenus dans les prisons des principales villes du Mexique, universitaires, syndicalistes, étudiants, avocats, journalistes ou écrivains.

Où veulent en venir les dirigeants mexicains ?

Pensent-ils pouvoir se débarrasser de ces témoins gênants en refusant de leur appliquer les garanties les plus élémentaires que leur accordent le droit pénal et la Constitution mexicaine, en niant leur qualité de prisonniers politiques ? Pensent-ils pouvoir s'en débarrasser physiquement, comme ce fut le cas autrefois pour le leader paysan Jaramillo ?

Les graves incidents qui ont éclaté le 2 janvier dernier dans l'enceinte de la prison de Lecumberri ont de quoi inquiéter.

Rappelons en effet que ce jour-là, des détenus de droit commun armés de gourdins, de barres de fer et de poignards, qui leur furent remis par les gardiens, avec en tête le directeur de la prison, se ruèrent sur les quartiers où se trouvaient les « politiques », affaiblis par une grève de la faim qui durait déjà depuis plus de trois semaines, entreprise pour protester contre l'irrégularité des procédures dont ils étaient l'objet. Une véritable bataille rangée eut lieu dans la prison, au cours de laquelle les gardiens firent usage de leurs armes. Trois détenus politi-



A.F.P.

ques ont été très grièvement blessés à la suite de ces incidents, l'un d'entre eux par balle.

Cette provocation intervenait quelques semaines après que des menaces de mort aient été adressées à un grand nombre de prisonniers politiques, ainsi qu'à leurs proches et à leurs avocats.

C'est dire que le gouvernement mexicain ne reculerait pas devant l'élimination physique des opposants au régime, emprisonnés ; comme il n'a pas hésité à faire tirer la troupe sur une foule pacifique venue écouter les orateurs étudiants, place des Trois-Cultures, le 2 octobre 1968, provoquant le massacre que l'on connaît.

Seule la pression conjuguée de l'opinion publique mexicaine et internationale peut permettre d'éviter le pire. C'est ce qu'ont compris les étudiants de l'Université de Mexico qui ont décidé, dès le 5 janvier, la grève générale, avec pour seul mot d'ordre : « libération des prisonniers politiques ».

Le gouvernement mexicain est trop soucieux de sa réputation sur le plan international pour ne pas tenir compte, par ailleurs, des avertissements qu'il aura reçus de toute part concernant la sécurité des prisonniers politiques qu'il détient.

Mais il faut aller au-delà. Il faut obtenir, à l'occasion des élections présidentielles de juillet 1970, l'amnistie de tous les prisonniers politiques mexicains et leur libération. C'est à cet objectif que doivent tendre maintenant les efforts de tous les progressistes. □

ESPRIT

L'ADMINISTRATION

- Le citoyen saisi par l'administration
-
- Le mode autoritaire de l'anarchie
-
- Un syndicalisme ambigu
-
- Le choc de Mai 68
-
- Le maquis des rémunérations
-
- Les féodalités publiques
-
- Humiliation, prestige et dignité du fonctionnaire
-
- La bureaucratie moderne et ses irréalismes
-
- Privé-public : fausse opposition
-
- JANVIER 1970, 12 F.

ESPRIT 19, rue Jacob, Paris 6°
C.C.P. Paris 1154-51

Télévision : Des surprises dans la grisaille

Gilbert Hercet

C'est le monde renversé. Un député protestant contre « le manque d'objectivité à l'O.R.T.F. » ce n'est certes pas nouveau, depuis douze ans. Mais que ce député, M. Tomasini, soit U.D.R., et même l'un des membres de l'appareil du parti de la majorité, et qu'il élève sa protestation, sous forme de question, avec l'accord du bureau politique de son groupe, voilà qui ne manque pas de cocasserie ! Surtout si l'on considère que les informations politiques à la télé sont restées bien pâles sur la 2^e chaîne ; quant à la première chaîne, malgré, c'est vrai, un ton nouveau, et des progrès sensibles en bien des domaines, elle semble hélas ! attachée surtout à l'illustration des faits divers : quand on pense que certains imitent que M. Desgraupes est P.S.U. ! A cette critique de sensationnalisme, la défense récente de P. Desgraupes, prétextant que c'est surtout à propos des « informations générales » que l'on peut diffuser le maximum d'images, paraît fort peu convaincante. En tout cas, la bataille à l'intérieur de la majorité entre les tenants de la « nouvelle société », qui défendent l'équipe Desgraupes, et les partisans du retour en arrière, ne manquera sans doute pas de rebondissements intéressants à suivre dans les prochains mois.

Ce n'est pourtant pas, je dois le dire, une émission de l'Actualité télévisée qui m'a le plus sidéré ces derniers temps. Non. Le plus ahurissant m'a paru j' « A propos », diffusé en fin de soirée le 23 (deuxième chaîne), dans lequel le fameux comique Michel Droit recevait le commissaire général de l'Armée du Salut. Motif : ce commissaire général-là, en compagnie d'une escouade (ou d'un commando, je ne sais trop quel vocabulaire on utilise dans cette noble organisation), était allé courageusement (c'est lui-

même qui parle en l'occurrence de son courage !), était donc allé conspuer les acteurs de « Hair » à Paris. Et il fallait voir Michel Droit approuver, et même surenchérir, aux dires de ce vieil obsédé en uniforme sur la pornographie, la dégradation des mœurs et mai 1968. Je ne peux pas à vrai dire donner un compte rendu complet de l'émission à ceux des lecteurs de « T.S. » qui ne l'auraient pas vue : j'ai dû me lever de mon fauteuil avant la fin du quart d'heure pour aller vomir.

Il y a un domaine au moins dans lequel la télévision apporte à ceux qui aiment cela des satisfactions réelles, c'est celui des retransmissions sportives. Je voudrais dire pourtant (et souhaiterais avoir sur ce point l'avis des lecteurs rugbymen) ma déception devant le reportage effectué, samedi 24, par l'O.R.T.F. à l'occasion de France-Irlande. Je ne parle pas seulement du commentaire, techniquement médiocre et manquant de chaleur, mais aussi de la réalisation de P. Sabbagh. Par ses changements de plan continus, surtout par ses changements d'angles de prises de vue, la réalisation faisait perdre beaucoup du déroulement de certaines phases du jeu, notamment lorsque les trois quarts se déployaient, et que brusquement, en pleine attaque, Sabbagh passait d'une caméra de côté à une caméra située en arrière de la ligne. Cette virtuosité technique inutile m'a surtout paru gênante pour le téléspectateur. J'avais trouvé bien meilleure la réalisation de Ecosse-France par la B.B.C. Ainsi, même lorsque notre télé est purement distractive, elle paraît souvent manquer son but.

Mais dira-t-on, il y a tout de même des émissions intéressantes à la T.V. Bien sûr, cela arrive aussi ! Ainsi, le 23, sur la première chaîne, Eliane Vic-

tor, avec son émission **les Femmes aussi** (série dans laquelle le très bon alterne avec le médiocre snob), nous réservait-elle une bonne surprise avec **Esperanza**, émission consacrée aux employées de maison espagnoles à Paris. D'un ton juste, n'esquivant pas la description des conditions sociopsychologiques faites à leurs « petites bonnes » par les bourgeois du XVI^e arrondissement, l'émission s'achevait de surcroît par des images d'un groupe de ces Espagnoles, chantant une chanson de Paco Ibanez, puis apprenant un chant révolutionnaire de Galice. Et pour que personne ne puisse s'y tromper, la caméra filmait une affiche dont les mots d'ordre révolutionnaires étaient clairement lisibles. Oui, une bonne surprise !

J'évoquais à l'instant Paco Ibanez. Peut-être quelques lecteurs de « T.S. » ne connaîtraient-ils pas encore bien cet extraordinaire compositeur et chanteur espagnol, ou ne l'auraient-ils découvert qu'il y a deux semaines, brièvement, à l'occasion de l'émission **Variations** (1^{re} chaîne) ? A ceux-là, je voudrais dire, précipitez-vous chez un disquaire et demandez le dernier 33 tours de Paco. Vous entendrez chanter l'Espagne, la vraie Espagne, l'Espagne de demain. L'Espagne des vrais poètes espagnols révolutionnaires d'aujourd'hui, celle de Rafael Alberti ou de Jose Agustin Goytisolo. Ou bien demandez le précédent disque de Paco, peut-être plus beau encore, avec notamment des textes de Blas de Otero, ou de Gabriel Celaya, dont Ibanez chante, sur une musique inoubliable, et de sa voix si proche, si présente, si fraternelle, le poème-manifeste « **La poesia es un arma cargada de futuro** ». (Disques Polydor 30 cm. Respectivement numéros MN 10003 et 658059. □

Lettre ouverte à M. André Voisin

A propos de « Bout au vent » film que vous avez présenté mercredi dernier sur la 1^{re} chaîne de télévision et qui a été diffusé après une mise en condition publicitaire importante, vous avez sollicité l'opinion de tous les téléspectateurs.

Nous nous permettons donc d'exprimer la nôtre : ce film n'est pas seulement mauvais, il est néfaste.

Quant au premier point il serait facile mais cruel d'énumérer les raisons de notre jugement : construction obscure, invraisemblances, bonne volonté évidente des acteurs (« amateurs », d'accord, mais cela n'est guère une excuse : combien d'excellents films ont été joués par des amateurs ! passons), recours aux éternels clichés : la religiosité unanime et bien connue des Bretons, leur propension naturelle à jouer du biniou et à danser la gavotte, méconnaissance apparente de la réalité quotidienne maritime et d'une façon plus grave de toute réalité bretonne (voir rendez-vous clandestins !). Il aurait fallu sans doute plus d'un mois à Jean-Marie Marcel « fils de Gabriel, le grand philosophe, membre de l'Institut » pour apprendre tout cela et le fait de s'être affublé d'un caban et d'une casquette de marin n'a semble-t-il, pas fait progresser sa connaissance du milieu.

On pardonnerait à « Bout au vent » d'être mauvais. On peut plus difficilement oublier qu'il constitue une sorte de **caricature de la réalité maritime**, que la manière lénifiante qu'il a d'aborder des problèmes graves intéressant l'avenir de toute une catégorie sociale constitue une sorte de défi, peut-être inconscient, mais défi quand même à sa dignité.

Sachez-le, M. André Voisin, tous les pêcheurs bretons qui ont eu le loisir d'assister à « Bout au vent » en ont éprouvé de la honte : certains ont exprimé leur colère, d'autres ont rigolé, mais aucun ne s'est reconnu dans cette triste pantonnade.

Il y a plus grave : ce film, à travers des péripéties anecdotiques au terme desquelles tout finit, comme par hasard, par s'arranger, se présente en fait **comme un produit de la pire réaction de droite** : le saint patron des pêcheurs n'est plus saint Pierre mais M. Gloaguen, directeur de la Société « Pêcheurs de France », voyez sa sollicitude de la famille d'un marin noyé : qu'elle ne s'inquiète pas, elle sera « **secourue** ». Un patron de pêche est au bord de la faillite, son bateau n'est pas rentable ? Qu'à cela ne tienne ! « On » va lui faire un bateau neuf... on bloquera les bénéfices jusqu'à amortissement et notre homme sera propriétaire !

En face de cette imagerie d'Épinal, quelle est la réalité ? Au moindre fléchissement dans la production, au moindre signe de contestation : le sac à terre !

Devenir propriétaire du bateau, combien de patrons de « Pêcheurs de France » ont réussi à attraper cette carotte qu'on agite sous leur nez ? Aucun risque n'est pris. On ne confie les nouvelles unités qu'à des capitaines confirmés. Le jeune marin ne peut espérer aucune promotion. Demandez aux vrais « participants », les marins eux-mêmes, quels avantages ils retirent de leur appartenance à « Pêcheurs de France ». Vous les ferez rire doucement et pourtant ne sont-ils pas heureux ?

Le film les montre occupés en priorité à se dorner au soleil, à jouer aux cartes, à se bagarrer, à boire sur une mer étonnamment calme.

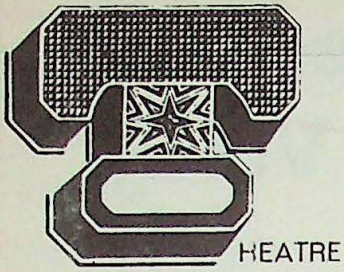
Le plus curieux de l'affaire est que, si les crédits sont bloqués pour les marins qui veulent devenir « patrons », ils ne semblent pas l'être pour tout le monde : « Pêcheurs de France » prospère. On dit que récemment la société aurait acheté trois chalutiers en fer au Guilvinec. D'où vient l'argent ? Quel en est le but ? Celui-ci devient de plus en plus évident : **il faut tuer l'artisanat où le pêcheur jouit encore de conditions de vie à peu près humaines, alors que dans les grands armements le commandant est réduit au rôle d'instrument de la « rentabilité » ; la sécurité de son emploi en dépend.**

Et pourtant contrairement à ce qui se passe dans d'autres secteurs l'artisanat maritime se défend très honorablement : alors que les thoniers à « l'appât vivant » véritables usines flottantes, ont disparu de nos ports, alors que les immenses chalutiers en fer périssent, les petits chalutiers artisanaux ont débarqué l'an dernier dans les ports bigoudens un tonnage considérable notamment en langoustines, et les thoniers à perches qui pratiquent la pêche ancestrale s'en tirent généralement très bien.

Ils s'en tireraient encore mieux s'il n'existait le **scandale d'une commercialisation anachronique**. « Bout au vent » reste évidemment silencieux sur cet aspect prosaïque de la vie maritime.

Ce film est donc, non seulement mauvais, dans une grande mesure fallacieux par déformation ou omission mais aussi dangereux en tant qu'entreprise publicitaire d'abâtissement des non-initiés. Le grand capital, une fois de plus, a voulu nous mener en bateau.

Quelqu'un se sera-t-il laissé embarquer ? Pas un marin en tout cas !



Piège à bourgeois ou opéra sans piège ?

Dominique Nores

L'Opéra de quat' sous a déjà fait une bonne carrière au T.E.P. L'aborder tard me semble présenter un double intérêt : avoir reçu la représentation dans son vrai public, et en parler quand beaucoup y ont déjà assisté, et peuvent mieux comprendre un point de vue sur le spectacle, en le confrontant au leur.

Le public du T.E.P., composé surtout d'assez jeunes gens, m'a paru satisfait de ce qu'il voyait et plus encore entendait. La partie chantée de l'Opéra de quat' sous, diffusée largement par le disque, après avoir été mise dans le registre vocal des chanteuses en renom est inscrite dans la mémoire auditive de chacun. Or, ces « songs » de Brecht et de Kurt Weill mêlent aux rythmes de la complainte populaire et aux ruptures musicalement osées de l'ironie, alternant avec le sirupeux de la chanson idyllique, quelque chose de grave et de nostalgique, dans lequel s'exprime le romantisme allemand des années 25 ; ils ont ceci de particulier que la répétition ne les use pas. On sait que leur charme, au sens fort du mot, a assuré le succès de l'Opéra de

quat' sous partout où il a été joué et fait de Brecht, justement inquiet de l'engouement des publics bourgeois de différents pays du monde, un auteur célèbre à trente ans. L'avantage de cette représentation est de remettre les songs dans leur contexte.

Cependant, la façon dont ils sont traités me gêne. C'est la seule critique que j'aie à formuler contre le spectacle, mais je la crois assez grave.

Les songs de l'Opéra de quat' sous ne jouent pas tous le même rôle. Les uns continuent l'action montrée sur le plateau (les épousailles d'une petite-bourgeoise, dont le papa équipe et exploite tous les faux mendiants de Londres, avec un gangster devenu un commerçant du vol à main armée, parfaitement en règle avec la police) et en soulignent l'artificiel. Les autres portent une réflexion sur cet artificiel et cette fausseté voulue, mais aussi sur le contexte social, qui transparait à travers eux et qui, lui, est vrai.

Giorgio Strehler, qui a monté la pièce avec sa troupe du Pic-

colo Teatro de Milan, considérerait que la phrase clef de l'Opéra était celle de Peachum menaçant le Chef de la police d'entraîner aux fêtes du Couronnement de la Reine, derrière ses faux mendiants, les pauvres véritables : « Si les vrais malheureux arrivent... car il n'y en a pas un seul ici... » « La misère de l'Opéra de quat' sous, dit Strehler, ce sont des masques devant une vraie misère qu'ils cachent, et qu'ils dévoilent à la fois. Des masques imaginés par les bourgeois. Ainsi l'Opéra, sous ses dehors aguichants, est-il un spectacle qui, en fin de compte, doit se retourner contre son public ».

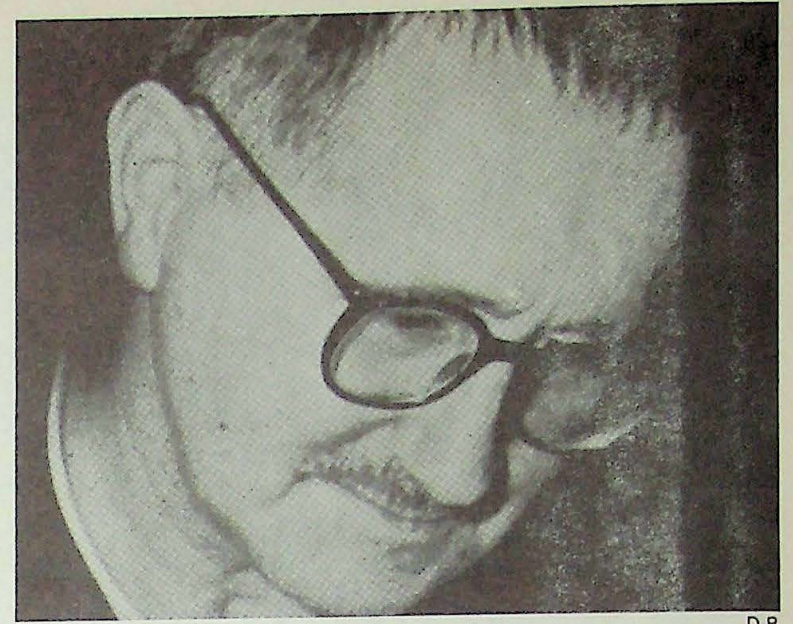
Mais ceci n'est possible que si ceux des songs qui évoquent le monde vrai à côté du faux, et qui sont dépositaires, et dépositaires seuls, de toute l'agressivité de la pièce, sont compréhensibles dans chacune de leurs paroles ; ce qui n'est pas le cas dans la présentation du T.E.P. Seul m'a paru répondre aux exigences de clarté et de simplicité dans l'affirmation, le finale du II où la voix d'Arlette Téphany (et d'elle seule : Mackie [Maurice Barrier] ayant

été dépossédé de son couplet) domine le chœur des putains. Admettre que les paroles chantées soient inintelligibles c'est s'exposer à proposer un spectacle qui ne suscite même pas cette gêne que les premiers publics bourgeois de l'Opéra, agressés par leur violence, avaient tout de même dû surmonter.

C'est d'autant plus grave que l'autre critique qui peut être dégagée de l'œuvre, celle de l'opéra, genre bourgeois, est inopérante. Les bourgeois allemands de l'entre-deux-guerres ont trouvé en Wagner celui qui, les élevant dans les nuages, les dispensait de regarder sur quoi ils marchaient. En 1925, l'Opéra de quat' sous mettait les bourgeois allemands mélomanes en face d'eux-mêmes. En 1970, aucun bourgeois français, mélomane ou non, ne peut se reconnaître dans ces représentants du faux idéalisme bourgeois que montre Brecht, parce que les formes de l'idéalisme ont changé et que sur scène elles sont des formes vieilles incapables de jouer leur rôle de miroir.

Ainsi, ayant perdu toute chance d'une dénonciation politique ou sociale, l'Opéra de quat' sous ne peut plus être qu'un spectacle agréable, ce qu'il est incontestablement. Quelques belles voix assurent son charme : voix de Maurice Barrier, de Marie-Claude Mesral (Polly) et de façon très différente — voix de comédienne, celle-là, au registre un peu limité, mais grave, consciente de ce qu'elle dit et non dépourvue de force d'Arlette Téphany.

La mise en scène, très rigoureuse, assure à la représentation — au moins dans sa partie jouée — aisance et netteté. Guy Rétoré a indiqué à l'ensemble des interprètes un jeu légèrement ironique qui souligne la fausseté des situations et le comportement artificiel des personnages. Tout ceci est très juste de ton et non sans beauté. Certaines images — qui doivent beaucoup au décorateur Michel Raffaelli, comme le défilé des faux mendiants se rendant aux fêtes du couronnement — restent vivaces dans le souvenir. □



D.R.

VIENT DE PARAÎTRE

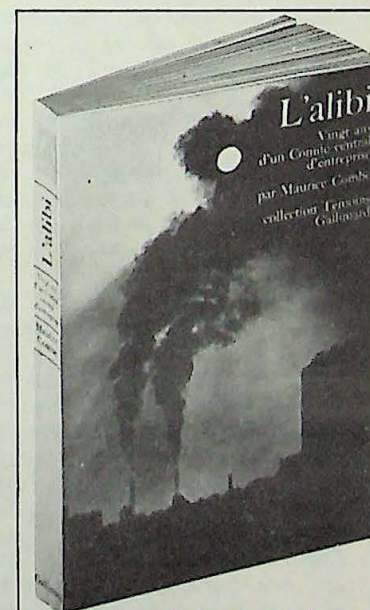
Introduction aux 17 Thèses du 6^e Congrès National du P.S.U.

L'exemplaire : 1,50 F

Par 10 exemplaires minimum - 1,20 F l'exemplaire

EN VENTE - Librairie Tribune Socialiste,
54, bd Garibaldi - PARIS (15^e)

C.C.P. 58 26 65 Paris



Maurice Combe L'ALIBI

Vingt ans
d'un Comité
central
d'entreprise

A travers les procès-verbaux
du comité central d'entreprise
du Creusot, le face-à-face
patron - ouvrier.

collection TEMOINS

nrf GALLIMARD

création d'un collectif dramatique

L'expression culturelle en régime capitaliste est le reflet de la classe dominante et répond rarement aux aspirations des travailleurs.

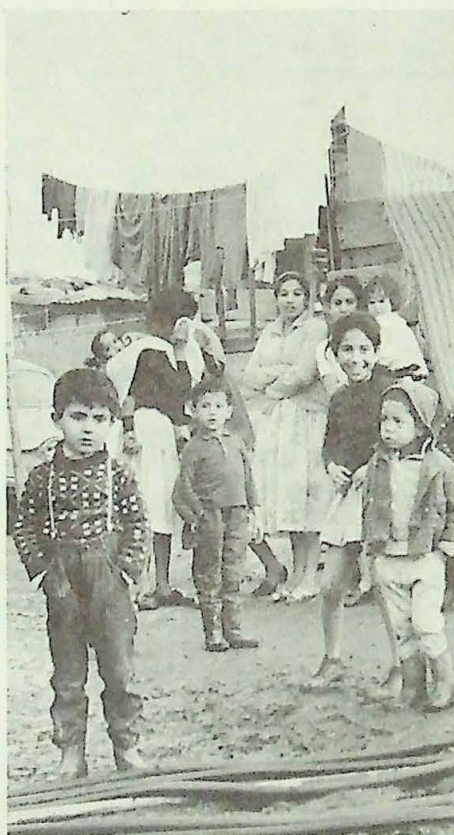
Chercher des rapports réels et directs entre créateurs et travailleurs, libérer chez ces derniers leurs propres possibilités créatrices, insérer ces modes d'expression différents dans le combat révolutionnaire, c'est peut-être amorcer les prémices d'une culture socialiste.

La Commission Culturelle Nationale du P.S.U. appuie les multiples actions qui s'inscrivent dans ce courant. Dans cet esprit, nous attirons tout particulièrement l'attention sur la création de « Collectifs Dramatiques » dont vous trouverez ici un exemple.

Un certain nombre de camarades (professionnels ou non) ont décidé la création d'un Collectif Dramatique. Ce Collectif s'est fixé pour tâche immédiate de « monter un spectacle », mais il ne cherchera pas à se placer dans un circuit commercial ou parallèle, son ambition est de donner à voir des **anti-spectacles**; moyens d'action et de réflexion au service des militants, ils seront une arme révolutionnaire.

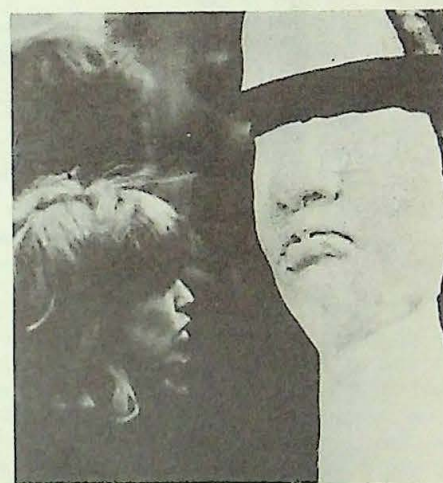
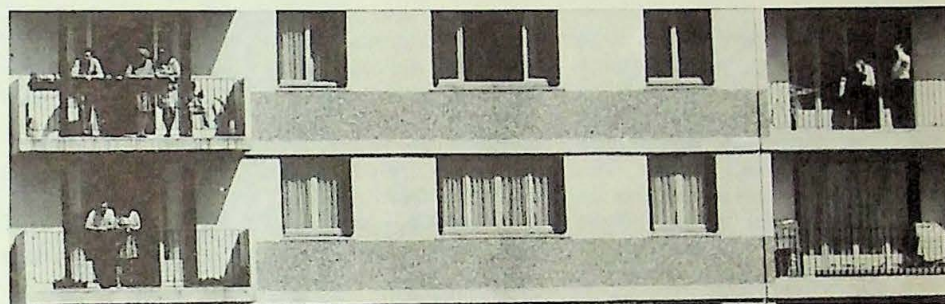
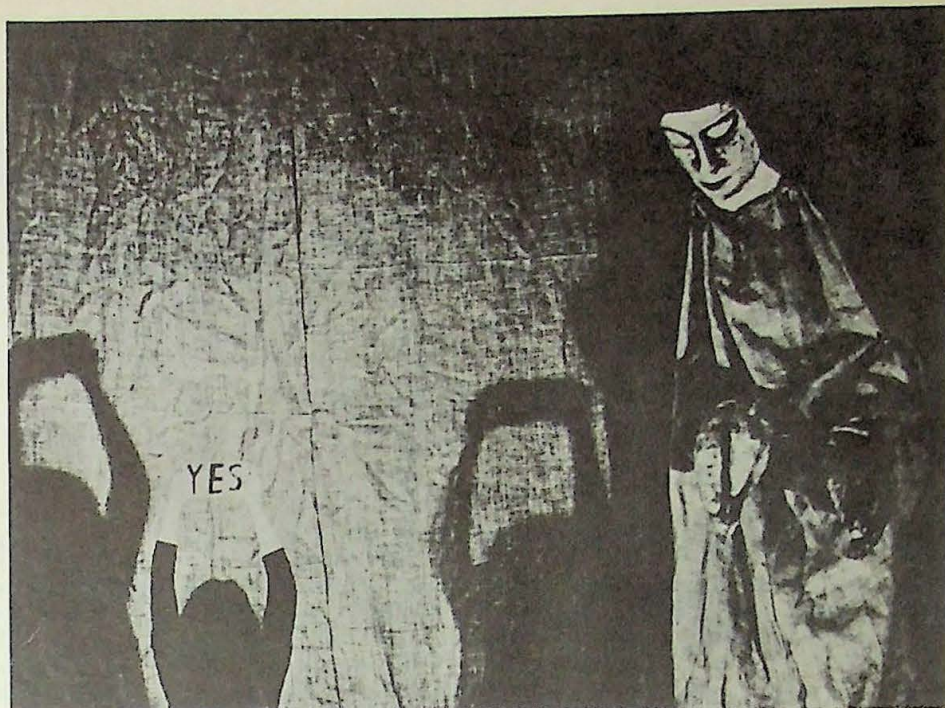
A la notion de spectateur **passif**, quelle que soit l'idéologie que projette le spectacle auquel il assiste, il est temps de substituer celle de spectateur **créateur** et critique à la fois.

Le Collectif Dramatique souhaite que les thèmes de ces « manifestations-spectacles » lui soient donnés par les travailleurs et être l'illustration de ce qui les intéresse et les préoccupe. Le rôle professionnel, en qualité de techniciens, consistera à transposer ces thèmes et à en dégager une œuvre dont l'esthétique soit au service d'une idée. Cette forme d'interac



tion doit illustrer, par un trait volontairement grossi, l'idée politique du groupe qui l'a suscitée et ouvrir la discussion. Elle se doit aussi de provoquer d'autres expériences semblables.

Dans l'immédiat, par souci de simplification et d'efficacité, l'un de ces anti-spectacles s'inspire d'un thème d'actualité : le poids du capitalisme sur la vie urbaine (habitat, cadre de vie, transports... ces problèmes nous concernent tous).



Le Collectif Dramatique vous demande de lui adresser toutes vos suggestions sous quelque forme que ce soit : simple idée ou texte élaboré, pièce, poème, chanson, documents... nous avons besoin de votre collaboration à tous pour créer une œuvre qui serve nos intérêts communs.

Il faut que, d'ici à quelques jours, nous soyons envahis par vos envois. Si vous êtes intéressés par notre action et s'il vous est possible de vous joindre à nous, n'hésitez pas à le faire. C'est avec le plus grand nombre que nous démontrerons notre résolution à créer une forme d'expression nouvelle, authentiquement populaire par sa source et par ses prolongements. Tous les moyens d'expression (arts plastiques, musique, danse...) participent à cette expérience et à ces recherches de création commune.

Par définition, le Collectif est disponible : il soutiendra de façon « spectaculaire » toutes les actions, campagnes, manifestations à susciter et à développer.

Envois à adresser à : Simone VOGEL - 55, rue de Grenelle, PARIS (7^e).



(Photos communiquées par Alpha et Collombert.)

La riposte commence à la base

De notre envoyé spécial, J-Y Romo

A la S.C.A.L.-G.P. de Froges (anciennement établissement Coquillard), les ouvriers sont en grève depuis le 20 janvier. Ils occupent l'usine depuis le 23 janvier. La S.C.A.L.-G.P. était une petite entreprise locale. En 1967, elle fut absorbée par le trust Péchiney-Tréfinmétaux.

Six cents ouvriers horaires y travaillent l'aluminium (laminage, tréfilage, imprimerie). La nouvelle direction eut à affronter la colère des travailleurs en mai-juin 1968. Dans une usine où les principes de la lutte de classes sont affirmés depuis 20 ans, les travailleurs menèrent la grève jusqu'au bout. Ils furent les derniers à reprendre le travail dans la vallée. Par cette lutte, ils ont acquis une diminution de l'horaire hebdomadaire (de 48 h à 46 h. 20), sans réduction de salaire et conservé les avantages arrachés à l'ancien patron. Mais tout cela a été remis en cause.

L'offensive de la nouvelle direction

La nouvelle direction s'est mis en tête, au début de l'année, de retoucher les horaires et de créer un horaire d'hiver et un horaire d'été, avec travail le samedi. Par ail-

leurs, elle s'est attaquée aux conditions de travail: « Elle a muté des employés à des postes différents sans compensation de salaire (alors qu'une garantie dans ce domaine avait été acquise par les ouvriers en lutte) »

— Elle a annoncé une réorganisation du travail par postes afin d'imposer des cadences plus élevées et une productivité accrue. Ce contrôle était déjà généralisé par le système des « feuilles de production » ramassées par les contremaîtres. Le cabinet d'« études » chargé d'organiser cette rationalisation ne viendra pas. Les travailleurs sont entrés en lutte contre l'arbitraire patronal et le bouleversement de leurs conditions de travail, de congés et de salaire. (Le patronat veut ralentir la progression des salaires de la S.C.A.L.-G.P. qui augmentaient plus vite que ceux des autres filiales du trust).

La lutte à la base

Pour faire passer ses objectifs, la direction a constamment cherché à accentuer le traditionnel fossé entre les employés, les administratifs, les cadres et les ouvriers de fabrication. Les ouvriers presque

tous syndiqués à la C.G.T. ne sont pas tombés dans le piège. Ils ont intensifié la lutte à la base :

● Au début du mois de janvier, ils décident spontanément de ne plus rendre les « feuilles de production ».

● Le 12 janvier à la suite d'une provocation d'un ingénieur, la grève perlée commence. Le 16 janvier, les ouvriers de l'entretien arrêtent le travail et restent sur place.

● Le 20 janvier après un vote à bulletin secret acquis par 533 voix contre 13, la grève est décidée dans tous les ateliers. Les travailleurs restent dans l'usine.

● Le 22 janvier, la direction utilisant une minorité d'employés (mensuels) cherche à faire évacuer les lieux. Cette mascarade se heurte à un comité de grève résolu et organisé qui assure les mesures de sécurité dans l'usine. La direction est obligée de négocier et elle accepte l'aménagement des horaires avancé par les grévistes. L'horaire passe de 46 h. 40 à 46 h. par semaine. Dès lors, les travailleurs poursuivent la lutte pour avoir plus ! Ils réclament 50 centimes de plus par heure pour tous.

● Lundi matin la lutte continuait. Les ouvriers occupaient l'usine. Une assemblée générale de dimanche avait été unanime sur les objectifs et les formes de la lutte.

Comment s'organise le soutien ?

Une délégation de camarades du P.S.U. est allée saluer les camarades en grève et leur a demandé quelle forme de soutien ils désiraient. Rapidement organisé dans toute la vallée, ce soutien s'élargit à Grenoble, et a trois buts :

● Information de tous les travailleurs dans les usines et de la population dans les quartiers, par des tracts et des affiches popularisant la lutte à la base et ses objectifs. Cette information doit dénoncer violemment la presse locale (« Dauphiné libéré », « Progrès ») qui pratique le silence ou travestit les causes de la grève.

Elle est organisée à la base par les groupes d'entreprise P.S.U., et, en plus des collectes, a comme objectif la création de comités de soutien dans les entreprises de Grenoble.

● Organisation de collectes: Dans l'éventualité d'une lutte longue, ce soutien sera précieux.

● Soutien politique : La meilleure forme de soutien politique, c'est l'explication de leur lutte par les travailleurs de Froges eux-mêmes. Le tract du P.S.U. a été discuté et lu par les grévistes qui ont insisté sur quatre points :

— Dénonciation de la presse locale.

— Revendication d'une augmentation de salaire de 50 centimes non hiérarchisée.

— Dénonciation de l'arbitraire patronal dont la politique dans le cadre d'un trust est d'augmenter la productivité, donc le profit par une exploitation accrue.

— La lutte a commencé à la base. Organisée par les grévistes eux-mêmes elle ira jusqu'au bout.

Le soutien politique organisé dès lundi dans les entreprises par les militants P.S.U. s'étend dans l'Université. Son objectif essentiel c'est de traduire exactement la lutte en cours, afin d'éviter son isolement et la répression. Les formes et les objectifs de cette lutte imposent un soutien actif. Nos camarades de l'Isère s'y emploient pleinement. La lutte à Froges a été payante. Contre le patronat et la presse bourgeoise locale, elle continue avec le soutien du P.S.U. Elle doit s'élargir.

Découverte et culture vous propose

LA CONSTRUCTION DE LA PALESTINE (21-22 février).

LE MOUVEMENT COMMUNISTE : LA TCHECOSLOVAQUIE (7-8 mars).

AUTOGESTION (4-10 février et 11-17 février).

L'IMPERIALISME EN AMERIQUE LATINE ET LES LUTTES REVOLUTIONNAIRES (22-28 mars).

F.N.L. VAINCRA (29 mars-4 avril).

A SUP DEVOLUY : SKI dans la journée - DISCUSSIONS, DEBATS, PROJECTIONS le soir.

DECOUVERTE ET CULTURE : 94, rue Notre-Dame-des-Champs - PARIS 6^e. Tél. : 325-00-09.

Départs de Paris le vendredi soir. Retours à Paris le lundi très tôt : 110 F.

Séjour seul, du samedi matin au dimanche soir : 40 F.

Chaque séjour : 196 F.

